



Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

4^{ème} procès-verbal du Conseil de ville / 4. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 23 avril 2009 à 18 heures

Sitzung vom Donnerstag, 23. April 2009, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Olivier Ammann, Marc Arnold, Dana Augsburg-Brom, Niklaus Baltzer, Muriel Beck Kadima, Paul Blösch, Andreas Bösch, Urs Brassel, Barbara Chevallier, Marc Despont, Gina Donzé, René Eschmann, Monique Esseiva, Pascal Fischer, Charlotte Garbani, Pierre-Yves Grivel, Urs Grob, Samuel Grünenwald, Christoph Grupp, Hanspeter Habegger, Markus Habegger, Werner Hadorn, Peter Isler, Stefan Kaufmann, Sabine Kronenberg, Thomas Lachat, Teres Liechi Gertsch, Fiorella Linder, Claire Magnin, Joseline Marti-Stolz, Peter Mischler, Émilie Moeschler, Franziska Molina, Michèle Morier-Genoud, Peter Moser, Alain Nicati, Pierre Ogi, Alain Pichard, Hugo Rindlisbacher, Daphné Rüfenacht, Martin Rüfenacht, Thomas Rüfenacht, Martin Scherrer, Béatrice Sermet-Nicolet, Fatima Simon, Heidi Stöckli Schwarzen, Andreas Sutter, Barbara Tanner, Ariane Tonon, Martin Wiederkehr, Max Wiher, Sybille Zingg, Carine Zuber

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Patrick Calegari, André de Montmollin, Roland Gurtner, Hans-Ulrich Köhli, Nina Kuhn, Christian Löffel, Maurice Paronitti

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Hans Stöckli, Maire

François Contini, Erich Fehr, Hubert Klopfenstein, Barbara Schwickert, René Schlauri, Silvia Steidle

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

Pierre-Yves Moeschler

Présidence / Vorsitz:

Olivier Ammann, Président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Pio Pagani, Chancelier par intérim

Behandelte Geschäfte / <i>Affaires traitées</i>	Seite/Page
60. Approbation de l'ordre du jour	155
61. Communications du Bureau du Conseil de ville	155
• Prolongation de délai	156
62. Approbation du procès-verbal (20 novembre 2008 / n° 13).....	156
63. 20090013 Élection d'un membre du Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF)	156
64. 20070268 Obligation de domicile / Reformulation / Révision partielle du Règlement du personnel	157
65. 20090057 Aire des Pianos - Vente de terrain	164
66. Motion d'ordre	167
67. 20090059 Faubourg du Jura 44 / Vente d'un immeuble municipal	168
68. 20090057 Aire des Pianos - Vente de terrain (suite)	171
69. Motion 20080293, Peter Moser, FDP, " Nouvelle mise à l'enquête publique de la place de la Gare, y.c. un parking couvert sur le côté ouest"	173
70. Motivation de l'urgence de la motion 20090135, Martin Rüfenacht, FDP, "Adaptation de l'ordonnance quant à l'engagement dissimulé d'inspecteurs sociaux".....	179
71. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090137, Patrick Calegari, Groupe UDC/PSL, "Situation des écoles biennoises".....	179
72. Motivation de l'urgence de la motion 20090136, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, Daphné Rüfenacht, Groupe des Verts Bienne, "Branche ouest avec semi-jonction Bienne-centre et semi-jonction au faubourg du Lac".....	180
73. Postulat 20080301, Monique Esseiva, PDC, "Label du bilinguisme"	180
74. Motion interpartis 20080298, Patrick Calegari, UDC, Pascal Fischer, PSL, "Modification des horaires autorisés le samedi pour les travaux agricoles et de jardinage"	182
75. Postulat 20080302, Pierre-Yves Grivel, PRR, "Une sécurité plus concrète"	183
76. Interpellation 20080304, Barbara Tanner, Groupe socialiste, "Mise en œuvre du Concept de sécurité dans le domaine: Accroître le sentiment de sécurité".....	184
77. Motion 20080331, Peter Isler, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, "Renouvellement de la centrale hydroélectrique de Hagneck".....	184
78. Motion 20080296, René Eschmann, UDC, "Plus de cortèges à Bienne?".....	187
79. Motion interpartis 20080297, Patrick Calegari, UDC, Pascal Fischer, PSL, "Interdiction d'accès aux immeubles abandonnés avant démolition"	188
80. Motion interpartis 20080225, Ariane Tonon, Les Verts Bienne, Émilie Moeschler, Groupe socialiste, "Droit de préemption accordé par le Conseil municipal à l'Association CAJ en cas de vente de la Villa Fantaisie".....	188
81. Interpellation 20080332, Pascal Fischer, PSL, ""Attaque" de Bienne par les gens du voyage".....	190
82. Interpellation 20080333, Muriel Beck Kadima, Les Verts Bienne, "Unité d'intervention d'accès facile".....	193

83.	Interpellation 20080356, Marc Arnold, SP, "Baisse du prix du gaz naturel"	196
84.	Postulat 20080266, Alain Nicati, Forum Biel/Bienne, "Entretien de la salle mixte du Palace"	197
85.	Motion 20080295, Pierre Ogi, PSR, "Pour une retraite à la carte"	198
86.	Motion 20080354, Marc Arnold, SP, "Acquis salarial et maintien de l'indemnité pour inconvénients pour les policiers municipaux et policières municipales restant à la nouvelle "Inspection des tâches de police communale"	201
87.	Postulat 20080270, Commission des sports, "Base d'entraînement nationale pour escrimeurs à Bienne"	202
88.	Discours d'adieux à Madame Barbara Tanner	203
89.	Nouvelles interventions	205

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je vous salue bien cordialement pour cette 4^{ème} séance du Conseil de ville.

Vous trouvez sur vos tables:

- Proposition d'élection de remplacement pour le Conseil des Affaires Francophones du district bilingue de Bienne (CAF) (point 4 de l'ordre du jour)
- Rapport annuel 2008 MÛVE / ARA / ST
- Rapport annuel 2008 SPITEX
- Demande de soutien de la part d'élèves du Gymnase de la rue des Alpes, en faveur de "Solidarité Femmes Bienne et environs", pour des travaux de rénovation de leur maison. Bulletins de versement dans l'enveloppe ou possibilité d'acheter des cartes (caissettes auprès de l'huissier)
- Flyer "bieler frauen - grâce à elles des Femmes en réseau Bienne"

Sur la table de l'huissier vous trouverez:

Bulletin d'information de la Société suisse pour les questions parlementaires (SSP), n° 1, mars 2009.

Avant de passer à l'ordre du jour, j'aimerais saluer à la galerie Monsieur Michaël Sarbach, le nouveau Président de la Direction de ESB. Nous lui souhaitons une cordiale bienvenue dans les services de la Ville. Nous lui souhaitons aussi plein succès dans ses nouvelles fonctions.

60. Approbation de l'ordre du jour

Wiederkehr Martin, SP: Ich stelle den Antrag, Traktandum 20 (dringliches Postulat 20090026, Martin Wiederkehr, Fraktion SP, "Der Bildungsstandort Biel/Bienne darf nicht weiter geschwächt werden") auf die nächste Stadtratssitzung vom 14. Mai 2009 zu verschieben, weil der Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektor heute nicht anwesend ist.

L'ordre du jour est approuvé avec la présente modification.

61. Communications du Bureau du Conseil de ville

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: J'aimerais vous informer officiellement concernant notre Secrétaire parlementaire. Comme vous le savez, elle a été accidentée en rentrant de la dernière séance du Conseil de ville du mois de mars. Alors qu'elle aurait dû être en vacances dans les îles, elle s'est retrouvée à l'hôpital avec une grave blessure au genou. Elle a été opérée puis elle est partie en convalescence à Gunten, durant deux semaines. Depuis, elle a pu rentrer chez elle. Nous lui souhaitons nos meilleurs vœux de prompt rétablissement. Son absence est prévue pour environ deux mois. Le Chancelier, Monsieur Pio Pagani, la remplace à la

séance du Conseil de ville. C'était déjà prévu vu qu'elle aurait dû être en vacances. Je souhaite à Monsieur le Chancelier bon succès durant cette séance. Le thème du remplacement de la Secrétaire parlementaire figurera à l'ordre du jour de la Conférence des Présidents de groupes la semaine prochaine.

Nous ferons une pause aux alentours de 19h45.

Prolongation de délai

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Le Bureau du Conseil de ville a décidé, lors de sa séance du 7 avril 2009, une prolongation de délai pour le postulat suivant:

- **Postulat 20080355, Groupe interpartis de la culture** (T. Liechti Gertsch, U. Brassel, R. Gurtner, A. Nicati, M Paronitti), "Théâtre de la Grenouille - Étude du soutien financier" prolongation de délai **jusqu'au 24/25 juin 2009.**

62. Approbation du procès-verbal (20 novembre 2008 / n° 13)

Le procès-verbal n° 13 est approuvé tacitement.

63. 20090013 Élection d'un membre du Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF)

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Tout d'abord, j'aimerais préciser que le Règlement du Conseil des affaires francophones du 14 décembre 2005 (RDCo 102.1) démontre un vide juridique en matière d'élection de remplacement. La procédure électorale normale précise, à l'article 4 de ce Règlement, que l'élection doit se faire en trois pas successifs:

1. Élection des membres proposés par le Conseil municipal.
2. Élection des autres membres francophones (minimum neuf membres francophones).
3. Élection des autres membres, afin d'arriver au total des treize membres à élire par notre instance.

Suite au départ de Madame Bernasconi du Conseil municipal, elle ne peut plus porter cette représentation au sein du CAF (Conseil des affaires francophones). Ainsi, le Conseil municipal doit proposer une personne pour remplacer Madame Bernasconi. C'est pour cette raison que vous avez reçu une proposition d'élection de remplacement: **Madame Silvia Steidle** à la place de Madame Ariane Bernasconi.

Étant donné que Madame Steidle était déjà membre du CAF, il s'agit de la remplacer. Le Groupe Forum vous propose d'élire: **Madame Ariane Bernasconi.**

Personne ne s'oppose à ce que la rocade soit votée en bloc? Ce n'est pas le cas.

Vote

sont élues au Conseil des affaires francophones:

Madame Silvia Steidle
Madame Ariane Bernasconi

64. 20070268 Obligation de domicile / Reformulation / Révision partielle du Règlement du personnel

Magnin Claire, au nom de la Commission de gestion: Le rapport du Conseil municipal est une réponse à une motion de Monsieur Pierre-Yves Grivel demandant un avis juridique sur la constitutionnalité de l'obligation de domicile pour les cadres de l'Administration directement subordonnés aux membres du Conseil municipal. Avant 1995, tous les collaborateurs de l'Administration municipale devaient être domiciliés à Bienne. En 1995, une révision du Règlement du personnel abolissait cette obligation pour le personnel mais la maintenait pour les cadres. Il existe une obligation de résidence, dans un rayon défini pour des raisons de service, pour le reste du personnel. À l'époque, il n'y a eu aucun débat sur la constitutionnalité d'un tel article. Cela a passé comme une lettre à la poste. D'autres villes exigent également le domicile sur le territoire communal, mais au fil des années elles renoncent à cette mesure. Le Conseil municipal a donc demandé à l'Institut de droit public de l'Université de Berne un rapport avec deux questions:

1. L'alinéa 1 de l'art. 12 du Règlement du personnel de l'Administration municipale de Bienne du 13 décembre 1995 (RDCo 153.01) stipulant l'obligation pour les collaborateurs et collaboratrices directement subordonnés à un membre du Conseil municipal d'être domiciliés à Bienne ainsi que sa mise en œuvre concrète (contrat d'engagement) sont-ils constitutionnels au regard de la jurisprudence et de la législation?
2. Comment rédiger le droit du personnel de la Ville de Bienne pour qu'une clause stipule l'obligation de domicile à Bienne?

La réponse de l'Institut de droit public de l'Université de Berne est claire:

1. Non, l'art. 12, al. 1 en vigueur et son application par la Ville de Bienne sont anticonstitutionnels. Comme l'intérêt public ne peut être invoqué, les cadres supérieurs ne sont pas soumis à l'obligation de domicile à Bienne. À Bienne cependant, elle apparaît comme disproportionnée étant donné qu'elle n'est pas déterminante du point de vue spatial pour l'accomplissement correct du service.
2. Il n'existe aucune possibilité de formuler en conséquence le droit du personnel. Compte tenu de la jurisprudence et de la législation, la Ville de Bienne ne peut invoquer ni la proximité avec la population ni un intérêt fiscal pour imposer l'obligation de domicile à ses cadres supérieurs.

24 collaboratrices et collaborateurs sont actuellement concernés par l'obligation de domicile, soit 1,8 % des 1'318 membres du personnel municipal. Comme elle ne

concerne que les cadres supérieurs, son importance au sein de l'Administration municipale doit être relativisée.

Par ailleurs, il faut souligner que, ces dernières années, le Conseil municipal a maintes fois concédé des dérogations si bien que tous les cadres supérieurs n'habitent pas à Bienne. Ainsi, le Conseil municipal recommande au Conseil de ville de renoncer à l'avenir à statuer sur l'obligation de domicile dans le sens en vigueur jusqu'à présent, tout en maintenant le principe d'imposer à certaines collaboratrices ou certains collaborateurs l'obligation de domicile pour raisons impératives dues au service dans un rayon défini. Ainsi, l'art. 12 (Domicile) du Règlement du personnel ne comportera plus qu'un seul alinéa: *"Si des raisons impératives dues au service l'imposent, le Conseil municipal peut exiger la prise de domicile dans un rayon défini"*. Le Conseil municipal sera tenu, d'une part, de désigner les groupes de collaboratrices et collaborateurs concernés par cette clause et d'autre part, de délimiter leur rayon de domicile. Selon les estimations du Service du personnel, cette obligation de prise de domicile dans un rayon défini, s'appliquerait à environ 100 personnes (35 pour ESB, 40 pour l'Inspection de la voirie, 15 pour l'Inspection des tâches de la police communale et 25 pour le corps des sapeurs-pompiers). Ces personnes doivent pouvoir rapidement se rendre sur leur lieu de travail en cas d'urgence.

La Commission de gestion vous propose d'accepter cette révision partielle du Règlement du personnel. Nous devons nous mettre en conformité avec le droit de rang supérieur. Mais, la Commission de gestion a longuement discuté et échangé sur la nécessité d'encourager le personnel et les cadres de l'Administration à résider à Bienne. Les liens avec la Ville et ses habitants sont importants pour mieux cerner et saisir les spécificités locales, la culture locale et peut-être l'engagement vers la Ville serait aussi différent. Nous devons aussi tenir compte de la modification sociale intervenue. Par exemple, aujourd'hui les femmes travaillent et un déménagement à Bienne pourrait aussi signifier un bouleversement de la situation de l'ensemble de la famille. Ainsi, face à une certaine ambivalence vis-à-vis de cette modification, nous aimerions insister sur la nécessité pour le Conseil municipal de continuer à inciter les collaboratrices et collaborateurs de l'Administration municipale à s'établir à Bienne, pour ne pas seulement être proches de la population biennoise par leur travail, mais également pour mieux appréhender les besoins de celle-ci.

L'autre modification proposée dans le rapport est rédactionnelle. En 2003, le Conseil municipal a modifié l'art. 61 du Règlement du personnel en précisant que les recours contre des décisions en matière de droit du personnel (résiliation de contrats d'engagement d'un département ou d'une direction) n'avaient pas d'effet suspensif (art. 61, al. 5). Ce faisant, il ne s'est pas aperçu que la notion d'effet suspensif associée aux recours adressés à l'instance de recours selon le Règlement du personnel ne figurait pas uniquement à l'art. 61, mais également à l'art. 21 (Recours), al. 1 du Règlement du personnel et que l'art. 21 aurait dû être modifié en conséquence. La Commission de gestion vous propose d'accepter cette modification de l'art. 21. Je vous remercie de votre attention.

Hadorn Werner, Fraktion SP: Der Stadtpräsident hat in der Fraktionssitzung erläutert, der Fall sei glasklar. In der Vergangenheit äusserte er sich in dieser Frage allerdings widersprüchlich. Gegenüber Frank A. Meyer (damals noch als Mitglied der Freien Bieler Bürger) plädierte er damals als Stadtrat (und Jurist) vehement für die Wohnsitzfreiheit. Später als Stadtpräsident hat er sich für die Wohnsitzpflicht

eingesetzt und heute nun wieder für die Wohnsitzfreiheit... Die Rechtslage ist meines Erachtens eindeutig: Das Gemeinderecht kann die verfassungsrechtliche Niederlassungsfreiheit (neue Bundesverfassung Artikel 24; SR 101) nicht generell einschränken, es sei denn, es liege eine gesetzliche Grundlage vor, die Bestimmung im öffentlichen Interessen liegt und verhältnismässig ist. Das Gutachten, welches von der GPK bereits erwähnt wurde, hat klar ergeben, dass diese Bedingungen nicht vorliegen. Die Bestimmung der Stadt Biel ist also nicht zu retten. Ursprünglich galt die Wohnsitzpflicht für alle Beamten (wie man die städtischen Angestellten damals noch bezeichnete). 1987 wurde dann eine neue Regelung getroffen und die Chefbeamten wurden im Rahmen eines politischen Kompromisses "geopfert", indem die Wohnsitzpflicht von da an nur noch für die leitenden Angestellten galt. Die Auffassungen dazu haben sich offensichtlich geändert. 1977 gab es zu diesem Thema noch einen Bundesgerichtsentscheid gegen einen Zürcher Beamten, der in Meilen wohnen wollte. Handy, aber auch andere Kommunikationsmittel, haben aber die Erreichbarkeit derart verbessert, dass es keine nachvollziehbare Begründung für eine Wohnsitzpflicht mehr gibt. Ich habe trotzdem vier Fragen an den Gemeinderat:

1. Warum hat dies bis anhin niemand bemerkt? Es ist wirklich erstaunlich, dass es so lange gedauert hat, bis gehandelt wurde. Ich habe das Protokoll vom 13. Dezember 1995 nachgelesen. Damals wurde diese ganze Angelegenheit behandelt und es gab ellenlange Diskussionen über das sogenannte Beamtenstatut. Sogar eine Eintretensdebatte wurde geführt. Dennoch wurde die Wohnsitzpflicht mit keinem Wort erwähnt, weil sie offenbar damals noch als Selbstverständlichkeit galt.
2. Warum hat in dieser Frage der Kanton nicht interveniert? Der Regierungsrat hatte damals Stellung bezogen und nur erwähnt, es müssten Ausnahmen möglich sein. Müsste ein solcher Erlass nicht vorgängig vom Kanton geprüft werden? Offensichtlich hat aber auch der Kanton dies bis anhin nicht bemerkt.
3. Erstaunlich ist aber auch, dass niemand die Wohnsitzpflicht eingeklagt hat, zumindest in Biel nicht. Das Bundesgericht hat zwar einmal entschieden, dass die Wohnsitzpflicht rechtmässig ist, in Biel hat aber diese Auflage niemand je eingeklagt, obwohl diese Bestimmung vor Bundesgericht wohl nicht mehr durchgekommen wäre... Die Wohnsitzpflicht ist eine "Leiche in unserem Gesetzesschrank". Damit drängt sich die Frage auf, ob es noch mehr solche Leichen gibt...
4. Mehrere Mitglieder der Fraktion SP trauern der alten Lösung noch nach - vor allem aus fiskalischen Gründen. Sie finden, dass hier Steuern bezahlen soll, wer seinen Lohn in Biel verdient. Dies ist aber meines Erachtens reine Nostalgie, zumal das Gutachten klar sagt, dass fiskalische Gründe die Niederlassungsfreiheit nicht einschränken können. Allerdings sähe es auch die Fraktion SP gerne, wenn die obersten Kader freiwillig in Biel wohnen würden! Ein Stadtplaner, der nicht in der Stadt wohnt, die er plant, weist ein Glaubwürdigkeitsdefizit auf. Der Vorschlag des Gemeinderats und der GPK, man solle die Mitglieder der Stadtverwaltung dazu motivieren, in Biel Wohnsitz zu nehmen, ist richtig - auch wenn es nicht mehr als ein frommer Wunsch ist...

Die Fraktion SP schlägt Ihnen vor, dem Geschäft zuzustimmen.

Sutter Andreas, Fraktion SVP: Ich möchte beim vorherigen Schlusssatz anknüpfen: Man sollte tatsächlich Bürgerinnen und Bürger motivieren, in Biel Wohnsitz zu nehmen. Dies gilt selbstverständlich auch für die städtischen Angestellten. Sie sollten in ihrem Wirkungsfeld motiviert werden, die Stadt so auszugestalten, dass sie auch selber einen Vorteil daraus ziehen und motiviert sind, in Biel zu wohnen. Die Fraktion

SVP/FPS geht jedenfalls davon aus, dass dies mit einer Motivation darstellt. Die Antwort auf die Frage, warum man dies denn nicht früher bemerkt habe, ist relativ einfach: Die Vermutung, dass die Wohnsitzpflicht nicht durchsetzbar wäre, bestand schon relativ lange, und ich wusste dies. Wo aber kein Kläger ist, ist auch kein Richter. So kommt es, dass ein Gutachten erst aufgrund einer Beschwerde ausgelöst wird. Es gibt auch andere Bestimmungen, die so lange es nur geht aufrecht erhalten werden. Auch diese werden erst angegangen, wenn eine Beschwerde eingereicht wird. Dies ist unsere verrechtlichte Welt von heute! Meines Erachtens hat aber bisher niemand ernsthaften Schaden genommen. Angefangen hat diese Geschichte aus meiner Meinung nach, als Felix Wolfers seinerzeit das Prinzip umkehrte, indem er sagte, dass auch für den Wegzug eine Karenzfrist gelten müsste. Er hat sich denn auch die Freiheit genommen, bereits ein Jahr vor seiner Kündigung von Biel nach Bern zu ziehen. So kann man Recht und Gesetz auch dehnen... Es ist aber richtig (und meine Fraktion unterstützt dies auch), dass die Bestimmung jetzt angepasst wird. Nochmals zurück zur Einleitung: Wichtig ist es, dass die Stadt Biel so attraktiv gestaltet wird, dass wenigstens diejenigen, die hierfür die Verantwortung tragen, also Akteure im operativen Bereich, auch Interesse haben, sich hier einzubringen und Wohnsitz zu nehmen.

Bösch Andreas, Fraktion Grüne Biel: Das Thema hat in der Fraktion der Grünen viel zu Reden gegeben. Dies hat mich als Sprecher, der dieses Dossier für die Fraktion betreut, etwas erstaunt. Denn in meinen Augen regelt die Vorlage einfach die aktuelle Situation. In der Diskussion mussten wir uns immer wieder bewusst machen, wie viele Personen von dieser Regelung überhaupt tangiert werden: Es handelt sich nämlich um einen sehr kleinen Personenkreis. Es kollidieren zwei Interessen: das öffentliche Interesse (Personen, die in der städtischen Verwaltung viel Geld verdienen, sollen dieses auch wieder in Form von Steuern der Stadt zukommen lassen) und die Niederlassungsfreiheit. Die Gemeinde als Arbeitgeberin ist etwas speziell. Wie in jedem Betrieb kann der Chef Forderungen und Wünsche äussern, wie sich die Angestellten mit dem Betrieb identifizieren sollten - davon ist eigentlich gar auszugehen. Es kann aber nicht Gesetz und Pflicht sein. Ein Mitglied des Opel-Kaders hat die Freiheit, einen Mercedes zu fahren, auch wenn dies vielleicht ein komisches Licht auf diese Person wirft. Dies wäre ähnlich, wenn ein Stadtplaner gar nicht in seiner Stadt wohnen würde, wie ein Vorredner als Beispiel anführte. Die Gemeinde ist eben keine "normale" Firma, weil wir alle per Definition einer Gemeinde angehören und auf unserem Einkommen Steuern zahlen. Wenn man nun in der Gemeinde arbeitet, ist man gezwungenermassen auch direkter involviert. Die Voten in der Fraktion der Grünen waren sehr unterschiedlich und es wurde sehr lange über diese Frage diskutiert. Danach war uns aber allen klar, dass es zwei Veränderungen gegeben hat: Einerseits wird heute von Kaderangestellten gefordert, dass sie grosse Erfahrung mitbringen und in den verschiedensten Bereichen gearbeitet haben. Es ist also nicht mehr so, dass man in einer Gemeinde arbeitet und sich dann bis zur Chefposition hinaufarbeitet. Es ist erwünscht, dass das Kader weitgereist ist und schon verschiedene Sachen gesehen hat. Es würde die Suche nach Kaderleuten erschweren, wenn diese verpflichtet würden, in Biel Wohnsitz zu nehmen. Zudem erachtete es die Fraktion der Grünen als eine Art Überbleibsel aus einer Zeit, als der Mann arbeitete und das Geld heim brachte. Dies brachte mit sich, dass dort gewohnt wurde, wo der Mann arbeitete. Heutzutage ist dies aber nicht mehr so. Es kann durchaus sein, dass beide Partner arbeiten und es könnte sogar der Fall eintreten, dass beide bei unterschiedlichen Gemeinden arbeiten. Müssten diese Partner sich

dann sogar scheiden lassen und zwei unterschiedliche Wohnsitze begründen? Die rechtliche Situation ist von Seiten der Fraktion der Grünen eindeutig. Die Änderung der Bestimmung im Personalreglement ist zwingend vorzunehmen, und wir unterstützen dieses Vorhaben.

Grivel-Pierre-Yves, PRR: Lorsque le dépôt d'une motion se termine par une radiation avec mention réalisée, que dire de plus? Je remercie le Conseil de ville d'être entré en matière et d'avoir soutenu l'idée, qu'une expertise par l'Université de Berne était une bonne initiative et que la conclusion de l'étude mettait difficilement les choses au clair en obligeant ainsi le Conseil municipal à proposer une nouvelle version de l'art. 12.

En résumé, l'art. 24 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst., RS 101) stipule la liberté d'établissement aux Suisses et Suissesses en leur garantissant le droit de s'établir en un lieu quelconque du pays. Nous jouissons donc tous de cette liberté d'établissement et par conséquent aussi les cadres et les collaborateurs de la Ville de Bienne. L'obligation de domicile constitue une restriction évidente de cette liberté. Ainsi, à l'avenir, la modification proposée à l'art. 12 du Règlement du personnel de l'Administration municipale de Bienne (RDCo 153.01) par le Conseil municipal est constitutionnel et elle m'en réjouit. Ne me comprenez pas mal, je ne voulais pas, dans mon esprit, que la plupart des collaborateurs et collaboratrices directement subordonnés à un membre du Conseil municipal ne soient domiciliés en-dehors de cette Ville, non! Les liens entre les collaborateurs et la Ville de Bienne sont primordiaux. C'est au moment de l'embauche qu'il faut convaincre les futurs collaborateurs et collaboratrices de venir s'établir à Bienne dans le cadre de leur activité professionnelle. Nous avons besoin de voir les gens s'identifier à notre Ville, surtout s'ils ont une fonction proche du public. Il serait aussi bon, à l'avenir, que le Conseil municipal clarifie ce qu'il appellera le rayon défini par rapport au service.

Chers collègues, je ne peux que vous encourager à accepter ma motion et les propositions de modifications des deux articles, avec effet au 1^{er} juillet 2009. Merci de votre attention.

Ogi Pierre, PSR: Ce soir, j'ai entendu une chose horrible. Un chef fonctionnaire devrait s'établir à Bienne, vous vous rendez compte? Il est obligé de s'établir à Bienne car l'art. 24 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse stipule la liberté d'établissement aux Suisses et Suissesses en leur garantissant le droit de s'établir en un lieu quelconque du pays.

Personne n'est obligé de travailler pour la Ville de Bienne. Ces gens peuvent par exemple travailler dans une fiduciaire, qui sera peut-être transférée dans six mois en Tchèque. Ils verront et pourront dire que c'est anticonstitutionnel! Tout le monde peut s'établir où il veut, même les employés des entreprises privées.

Il y a trente ans en arrière, je faisais partie de ces personnes qui étaient obligées d'habiter Bienne. Le 99% des fonctionnaires habitaient et travaillaient à Bienne. C'était formidable, on se faisait des copains. Aujourd'hui, tout le monde habite à l'extérieur car à Bienne, il n'y a pas pire, selon eux! Il y a des graffitis et c'est sale. On entend des commentaires de la part des personnes qui habitent Bienne et de ceux qui habitent à l'extérieur. Le soir, ces personnes prennent leur voiture, vont dans leur petit village et derrière leur villa, il y a bien entendu une interdiction de circuler

générale, pour pas que les biennois ne puissent un jour passer par là! Ils sont bien planqués chez eux. Ils arrivent à Bienne à leur place de travail et la plupart du temps, ils critiquent les biennois. Je l'entends car je travaille avec eux! Ils disent: "*Pour habiter Bienne, il faut être fou!*". Je ne comprends pas pourquoi c'est anticonstitutionnel. Il paraît que Saint-Gall applique l'obligation de domicile. À Bienne, les collaborateurs et collaboratrices de l'Administration municipale peuvent habiter dans un rayon défini. C'est aussi une chose extraordinaire! Un rayon de 30 km, afin que les personnes soient tout de suite à Bienne. Les employés du Service du gaz, comment doivent-ils venir au travail? À vélo, en voiture? Je n'arrive pas à comprendre, qu'un employé qui doit creuser des tranchées dans toute la Ville, parte chez lui le soir à Kallnach et qu'il s'en fiche complètement. Nous sommes obligés d'accepter ce système car nous ne pouvons plus faire autrement. Contrairement à ce qu'a dit mon camarade, je suis un nostalgique d'il y a trente ans. A cette époque, il n'y avait pas de crise mondiale. C'était pas mal et je crois que c'était mieux que maintenant!

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich vertrete in dieser Sache den Stadtpräsidenten - oder versuche dies zumindest... Danke für die gute Diskussion. Ich mache Ihnen beliebt, dem Antrag des Gemeinderates zuzustimmen. Das Personalreglement muss angepasst werden, da haben wir keine Wahl. Ich will keine Diskussion darüber lancieren, ob der Gemeinderat nun Slalomkurs gefahren ist oder nicht, Herr Hadorn. Es ist einfach der Lauf der Geschichte, der uns zum heutigen Ergebnis gebracht hat. Die rechtliche Situation ist sonnenklar: Die Wohnsitzpflicht für leitende Angestellte kann nicht aufrecht erhalten werden. Dies war - wenn auch unerschwerlich - schon seit langem bekannt. Ich komme damit auf die Beantwortung der ersten Frage von Herrn Hadorn, weshalb niemand reagiert habe. Man hat es zwar gewusst, gleichzeitig aber auch mit dieser Bestimmung gut gelebt und es hat niemand geklagt. Der einzige "Kläger" ist aktuell Herr Grivel, der die ganzen Arbeiten ausgelöst hat. Damit konnten nun aber klare Tatsachen geschaffen werden. Der Kanton hat das Reglement seinerzeit genehmigt, hatte aber nicht die Befugnis, das Reglement hinsichtlich der Wohnsitzpflicht zu kontrollieren. Vielleicht ist auch der Kanton davon ausgegangen, dass ja Klage hätte erheben können, wem die Bestimmung nicht passte. Ich glaube nicht, dass der Kanton die Pflicht gehabt hätte, die Stadt Biel auf die Wohnsitzklausel aufmerksam zu machen.

Die Rechtslage ist aber wie gesagt klar. Der Gemeinderat hat auch ausführlich diskutiert und hat sich schwer getan, vor allem was die bereits von Herrn Ogi erwähnte Haltung angeht. Auch der Gemeinderat findet, dass sich leitende Angestellte der Stadt mit selbiger und der Bevölkerung identifizieren sollten. Ein Stadtplaner sollte seine Stadt "spüren". Auch er soll etwas leiden unter den von ihm veranlassten Veränderungen, um es einmal burschikos auszudrücken... Auch die Leiterin der Sozialdienste oder die Kulturverantwortliche sollen den Puls der Bevölkerung aufnehmen können. Der Gemeinderat kann aber nichts erzwingen. Hingegen kann er im Rahmen der Anstellungen dafür sorgen, dass er - wenn zwei gleichwertige Bewerbungen vorliegen - die Person bevorzugt, die in Biel wohnt oder wohnen will. Da ist der Gemeinderat oder die Stadt frei. Schliesslich können die Angestellten motiviert und einbezogen werden. Ich erinnere in diesem Zusammenhang auch an die Wohnsitzzulage. Der Gemeinderat setzt also alles daran, um die guten leitenden Angestellten nach Biel zu holen, weil sie auch hierhin gehören. Frau Sicherheitsdirektorin hat mich soeben auf ein aktuelles, gutes Beispiel

hingewiesen: Herr Sarbach, Direktor ESB, verlegt den Wohnsitz pflichtbewusst von der Ostschweiz nach Biel, obwohl er nicht dazu gezwungen werden könnte. Nach dem Empfinden des Gemeinderats gehört er auch nach Biel. Ich muss keine längeren Ausführungen mehr machen, da das Geschäft unbestritten ist und die Sache rechtlich eindeutig ist. Ich bitte Sie, dem Beschlussesentwurf zuzustimmen.

Magnin Claire, Les Verts Bienne: Par rapport à la question de la nostalgie, j'ai vécu sous ce régime à La Chaux-de-Fonds, où les employés de la Ville (je travaillais à l'hôpital) devaient y habiter. Ce n'était pas tellement difficile car les loyers n'étaient pas chers et avec la neige durant l'hiver, on avait intérêt à habiter sur place. De ce point de vue là, je n'ai pas de nostalgie. L'art. 12 du Règlement du personnel de l'Administration municipale de Bienne est un vieux relent de patriarcat. C'est un vieux relent de l'époque, où les femmes et les enfants suivaient le mari et le père nourricier. Aujourd'hui les femmes travaillent. Elles n'ont pas seulement des travaux alimentaires mais elles ont aussi souvent des responsabilités. Le renoncement à l'obligation de domicile, c'est aussi la permission à ces femmes de garder leur travail et que la famille ne soit pas bouleversée. C'est très important pour nous les femmes, que de telles mesures nous permettent aussi de continuer notre activité professionnelle et que nous ne soyons pas obligées de suivre notre mari.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 27 février 2009 concernant "Obligation de domicile / Reformulation / Révision partielle du Règlement du personnel", et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, let. i du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le Règlement du personnel de l'Administration municipale de Bienne du 13 décembre 1995 (RDCo 153.01) est modifié comme suit avec effet au 1^{er} juillet 2009:

...

Art. 12 – Domicile (nouveau)

Si des raisons impératives dues au service l'imposent, le Conseil municipal peut exiger la prise de domicile dans un rayon défini.

...

Art. 21 - Recours

¹ Toute décision disciplinaire prise par un département ou une direction municipale peut faire l'objet d'un recours dans les 30 jours suivant la notification auprès de l'instance de recours permanente mise en place par le Conseil municipal. Le recours n'a aucun effet suspensif. Ladite instance de recours se compose de 3 personnes appropriées, dont un juriste ou une juriste, nommées par le Conseil municipal pour une période de 4 ans. Le Conseil municipal nomme de plus deux suppléants / suppléantes. ~~Le recours a un effet suspensif dans la mesure où celui-ci n'est pas levé par l'instance de recours.~~ Une copie de la décision de cette instance doit être transmise au Département du personnel ainsi qu'à la direction municipale compétente.

...

2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.
3. La motion 20070268 Pierre-Yves Grivel / Droit du personnel de la Ville de Bienne est radiée du rôle comme étant réalisée.

65. 20090057 Aire des Pianos - Vente de terrain

Rüfenacht Martin, GPK: Zur Geschichte: 2002 hat die Stadt Biel nach der Realteilung das Grundstück Nummer 5200 der Dezennium Finanz AG zum Preis von Fr. 982'250.– erworben. Als Erwerbzzweck wurde eine spätere Wohnüberbauung genannt. Dies heisst, die Stadt Biel kauft Land für Fr. 982'250.– mit dem Ziel, dieses später wieder zu veräussern. Wer soll das Land nun kaufen? Was soll gebaut werden? Bei der Käuferin handelt es sich um die 1998 gegründete Werkhof Architekten AG mit Sitz an der Grenchenstrasse 5 in Biel. Diese hat in Biel bereits mehrmals Überbauungen realisiert, beispielsweise die Wohnüberbauungen Schlösslifeld, Sonnenfeld oder das Firmengebäude der Firma MPS im Bözingenfeld. Ziel der heutigen Überbauung ist die Realisierung dreier Mehrfamilienhäuser und einer unterirdischen Einstellhalle. Das Baugesuch wurde ordnungsgemäss am 29. Oktober 2008 (bzw. am 17. Dezember 2008) eingereicht.

Der Verkaufspreis wurde auf Fr. 1'732'987.– vereinbart. Dies entspricht einem Preis pro m² von Fr. 414.–, bzw. Fr. 350.– pro m² Bruttogeschossfläche. Dadurch wird ein Nettobuchgewinn in der Höhe von Fr. 746'337.– oder 76% erzielt. Auf dem Kaufobjekt lasten keine Grundstückeigentümer- und Erschliessungsbeiträge und es ist auch frei von Miet- und Pachtverträgen oder anderen Nutzungsverhältnissen. Das Rückkaufsrecht wurde für sechs Jahre eingeräumt für den Fall, dass die Käuferin nicht innert fünf Jahren mit der Realisierung des Projekts beginnt. Auf die alternative Wohngruppe und die möglichen Räumungsprobleme ist die GPK nicht eingetreten.

Geplant sind 51 Eigentumswohnungen inklusive Tiefgarage. Wie das Projekt genau aussieht, war den Unterlagen nicht zu entnehmen. Tatsache ist, dass die Referenzobjekte Schlösslifeld oder Sonnenfeld eine gute Qualität aufweisen und zweckmässig gebaut wurden. Das Risiko eines Baustopps infolge der gegenwärtigen Finanzkrise oder leerstehender Wohnungen, weil es mit dem Verkauf hapert, ist gering. Gemäss heutigem Wissensstand hat sich die Firma Werkhof Architekten AG mit anderen Partnern zusammengeschlossen und kann das Projekt realisieren. Sie will noch diesen Herbst damit anfangen.

Zur Frage, ob das Land im Baurecht abgegeben oder verkauft werden soll: Vorliegend wird der Verkauf vorgeschlagen. Dieser lässt sich folgendermassen begründen: Je verwinkelter das Grundstück ist und je zentrumsnah es sich befindet, desto komplizierter ist es, sich mit den angrenzenden Anwohnerschaft zu einigen und das Projekt zu realisieren. Ein Verkauf ist unter Berücksichtigung dieser Aspekte einfacher, insbesondere was die Einbindung der Nachbarzelle Nr. 10'760 (Christian Zingg) anbelangt. Zur Verbindung Brühlstrasse - Pianostrasse: Es wird eine Verbindungsstrecke für den Velo- und Fussgängerverkehr erstellt, welche

anschliessend der Stadt unentgeltlich abgetreten wird. Bevor ich zur Gesamtbeurteilung komme, noch eine kleine Randbemerkung persönlicher Art: Vorliegend geht ein Teil der Bieler Industriegeschichte endgültig zu Ende. Die Firma Burger und Jacobi hat im Laufe ihrer Geschichte sicher über 50'000 Klaviere gebaut. Die Fabrik gibt es heute nicht mehr, aber diese Klaviere werden wohl noch Generationen überdauern. Auch ich habe ein rund 80-jähriges zuhause... Eine der grossen Bieler Industriegeschichten neigt sich also dem Ende zu. Zur Gesamtbeurteilung: Die GPK beurteilt vorliegendes Geschäft positiv und erachtet es als gelungen. Sie dankt für die gute Arbeit und beantragt die Annahme des Beschlussesentwurfs.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Die vormalige Pianofabrik Burger und Jacobi ist ein ehemals wichtiger Exponent der Bieler Industrielandschaft. Wer dies nicht bereits wusste, konnte es letzte Woche dem Bieler Tagblatt entnehmen. Leider ist die Firma liquidiert und das ehemals repräsentative Gebäude seit Jahren geschlossen und verlottert langsam. Die Stadt Biel hat sich glücklicherweise rechtzeitig und zu einem guten Preis das Terrain sichern können. Dadurch wurde es möglich, Investoren für ein neues Bauprojekt zu finden. Wie den Unterlagen zu entnehmen ist, ist Wohneigentum mit Wohnungsgrössen von knapp 100 m² geplant, also vermutlich Wohneigentum im eher gehobenen Segment. Mit einer leicht nostalgischen Wehmut, aber auch mit Zufriedenheit über die zu erwartenden Investitionen, die der Stadt doch immerhin rund dreiviertel Millionen Franken Gewinn einbringen, stimmt die Fraktion der Grünen dem Projekt zu. Es ist auch angebracht, ein Lob für die geschickte Verhandlungsführung beizufügen. Natürlich hofft die Fraktion der Grünen, dass die Gebäude in ansprechender Qualität erstellt werden und die Überbauung somit zur Aufwertung des Quartiers beitragen kann, wie dies die Unterlagen darstellen. Die Grünen haben festgestellt, dass die Baudichte relativ hoch ist. Man kann nicht beides haben: Viel Grünzonen am Stadtrand für die Freizeit und gleichzeitig ausgedehnte Grünflächen in privaten Überbauungen. Auch unter diesem Gesichtspunkt stimmt die Fraktion der Grünen dem Projekt zu.

Zwei Fragen stellen sich dennoch und die Fraktion der Grünen hätte gerne eine Antwort vom Gemeinderat:

1. Es scheint, dass die Stadt Biel vermehrt von der langjährigen Praxis abkommt, Land primär im Baurecht abzugeben. Die Fraktion der Grünen wäre froh, wenn der Gemeinderat darüber Auskunft erteilen könnte, ob diese Option in vorliegendem Fall auch wirklich abgeklärt wurde.
2. Den Unterlagen lässt sich nichts über die Nachhaltigkeit des Projekts entnehmen, insbesondere nichts über die geplante Energie-, respektive Wärmeversorgung. Ist das Land einmal verkauft, ist keine diesbezügliche Einflussnahme mehr möglich. Es interessiert daher, ob der Gemeinderat gedenkt, sich bei der Bauherrschaft für alternative Energien und Heizungssysteme stark zu machen (eventuell gar in Richtung Minergie-Standard). Kam dies im Rahmen der Verkaufsverhandlungen überhaupt zur Sprache? Vielleicht böte sich ja auch die Möglichkeit, weitere Liegenschaften im selben Quartier an eine gemeinsame Heizungs- oder Sonnenkollektoranlage anzuschliessen. Danke für die Beantwortung unserer Fragen.

Brassel Urs, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum hat dieses Geschäft studiert und unterstützt es. Die Käuferin, die Werkhof Architekten AG erscheint uns solide. Die im

Sonnen- und Schösslifeld errichteten Überbauungen sind ein guter Leistungsausweis. Die leere Parzelle im Piano-Areal lag über viele Jahre hin brach und überwucherte langsam. Die Baufläche wird mittels dreier Mehrfamilienhäuser überbaut und es entstehen 51 Eigentumswohnungen. Darin sieht die Fraktion Forum eine positive Belebung und Attraktivierung des Quartiers. Dass für die Stadt ausserdem noch ein Buchgewinn von knapp Fr. 750'000.– herauschaut (75%), ist sehr erfreulich und die Fraktion Forum beglückwünscht sie zu diesem Verhandlungsgeschick.

Stöckli Schwarzen Heidi, Fraktion SP: Die Vorgeschichte mit dem misslungenen Bauprojekt zeigt auf, dass die Überbauung des Piano-Areals nicht so einfach ist und ein sinnvolles Projekt nur unter Einbezug der Parzelle Zingg möglich ist. Aus diesem Grund ist für die Fraktion SP auch klar, dass sich eine Diskussion um die Abgabe im Baurecht vorliegend erübrigt. Sie sagt deshalb ja zu einem Verkauf und auch zu einem Wohnprojekt mit 51 Eigentumswohnungen und einer Fussgänger- und Veloverbindung zwischen Pianostrasse und Brühlstrasse. Die Fraktion SP erhofft sich von diesem Projekt eine Aufwertung dieses Quartierbereichs, einen qualitativ hochwertigen Wohnungsbau und mittelfristig auch positive Auswirkungen auf die Schule Madretsch, insbesondere was die sprachliche und soziale Durchmischung der Klassen anbelangt. Die Überbauung entsteht an einem Ort, das industriegeschichtlich nicht ganz unbedeutend ist (meine Vorredner haben dies bereits erwähnt). Die Firma Burger und Jacobi hat dort mehr als 100 Jahre lang Klaviere produziert. Aus diesem Grund stellt sich für die Fraktion SP auch die Frage, inwieweit nicht auch ein Teil dieser Pianofabrik in die neue Überbauung hätte einbezogen werden können. Die Integration eines alten Gebäudes mit einer Geschichte in eine neue Überbauung könnte in verschiedener Hinsicht attraktiv sein. Weil die Fraktion aber mit dieser Frage wahrscheinlich zu spät kommt und die Erinnerung an die Fabrik nur noch im Streikfilm aus dem Jahre 1974 weiterleben wird, möchte die Fraktion SP die Frage nach dem Umgang mit alten Gebäuden (also auch Fabriken) auf städtischem Grund, bzw. dem Verkauf von solchen Liegenschaften, ganz generell stellen. Welche Vorstellungen hat der Gemeinderat diesbezüglich? Die Fraktion SP möchte vom Gemeinderat zudem wissen, ob das Wohnprojekt dem Minergie-Standard Rechnung trägt, und was mit den aktuellen Nutzerinnen und Nutzern des Terrains passieren soll.

Fischer Pascal, Fraktion FPS: Auch die Fraktion SVP/FPS stimmt diesem Geschäft zu. Sie findet es gut, dass aus diesem öden Brachland endlich einmal etwas Sinnvolles gemacht wird. Dies trägt sicher zur Attraktivierung der Stadt bei. Dass ausserdem auch noch ein Buchgewinn in der Höhe von Fr. 750'000.– resultiert, ist für unsere Fraktion ebenfalls sehr erfreulich.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Danke für die gute Aufnahme des Geschäfts. Ich bitte Sie namens des Gemeinderats, dem Geschäft zuzustimmen. Im Grossen und Ganzen ist es ja unbestritten und für die städtebauliche Entwicklung sicher interessant. Es ist richtig und wichtig, dass in diesem Gebiet eine schöne Überbauung entsteht. Herr Grupp stellte zwei Fragen. Der Gemeinderat weicht nicht von der grundsätzlichen Praxis "Baurecht vor Verkauf" ab, aber es wird jeder Einzelfall geprüft. In diesem innerstädtischen Bereich und aufgrund der dortigen Parzellenverhältnisse drängt sich ein Verkauf auf. Frau Stöckli Schwarzen hat dies bereits erwähnt. Da auch Nachbargrundstücke betroffen sind, hätte dort ohnehin Eigentum erworben werden müssen. Unter Berücksichtigung dieser

Parzellierungssituation und zugunsten der Einheitlichkeit hat sich nur der Verkauf der Liegenschaft "zu Eigentum" aufgedrängt. Ich betone nochmals: Der Gemeinderat sieht keine grundsätzliche Praxisänderung vor. Es handelt sich lediglich um einen Ausnahmefall. Was die Nachhaltigkeit oder die Fragen zum Minergie-Standard anbelangt, so haben sich keine Auflagen aufgedrängt. Ich hätte keine Handhabe dazu. Die Bauherrschaft gedenkt aber nach Minergie-Standard zu bauen, dies kann ich hier als Erklärung abgeben. Aus diesem Grund hat die Stadt Biel nicht sonderlich insistiert. Zur Frage von Frau Stöckli Schwarzen bezüglich des kulturellen Erbes kann ich nur sagen, dass es sich vorliegend ebenfalls um einen Einzelfall handelt. Der Gemeinderat nimmt das kulturelle Erbe der Stadt Biel ernst und dies nicht nur bei Fabrikliegenschaften. Übrigens existiert hierzu auch ein Fachausschuss. Liegenschaften werden nicht einfach abgerissen und umgestaltet, sondern solche Vorhaben werden sehr ernsthaft geprüft. Die vorliegende Situation muss im Hinblick auf das Quartier, aber auch auf die Stadtentwicklung, so gelöst werden. Zur Frage, was mit den NutzerInnen geschehen soll: Die Stadt wird das Gespräch suchen. Soviel als Erklärung von meiner Seite. Epischer kann ich diese Fragen nicht beantworten, bitte aber dennoch um Zustimmung zum Beschlussesentwurf.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous pouvons passer au vote. Conformément à l'article 39, alinéa 1, l'objet est soumis au référendum facultatif. Les scrutateurs devront compter.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Nous avons posé plusieurs questions qui s'adressaient à Monsieur Stöckli qui est absent. J'aimerais savoir si nous ne pourrions pas entendre les réponses à ces questions avant de voter l'objet?

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Herr Stöckli ist an einer wichtigen Sitzung... Die Mehrheit des Gemeinderats ist jedoch anwesend und steht hinter diesem Geschäft. Ich mache Ihnen beliebt, der Vorlage zuzustimmen. Es ist jedoch am Stadtrat, zu entscheiden, ob er die Abstimmung aufschieben will oder nicht.

66. Motion d'ordre

Moeschler Émilie, PSR:

Je demande une motion d'ordre afin de déplacer le vote de cet objet jusqu'au retour de Monsieur Stöckli.

Vote

sur la motion d'ordre d'attendre le retour de Monsieur Stöckli pour voter cet objet.

La motion d'ordre est approuvée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous passons donc au point 7.

67. 20090059 Faubourg du Jura 44 / Vente d'un immeuble municipal

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: In dieser Vorlage geht es um den Verkauf von 3'710 m² Stockwerkeigentum in der ehemaligen Bulova Fabrik, der damals modernsten Uhrenfabrik ihrer Zeit (wie gestern dem Bieler Tagblatt zu entnehmen war...) Der Verkaufspreis an die Egnot AG, Sursee, beläuft sich (samt dem Nutzungsrecht an 38 Parkplätzen) auf 4,8 Mio. Franken. Was möchte die Egnot AG denn mit diesem Stockwerkeigentum anfangen? Sie möchte die Verkaufsfläche der Warenhauskette "Otto's" vergrössern, Lager- und Fabrikationsräume schaffen, eventuell sogar Büros und Wohnungen. Die GPK hat das Geschäft geprüft und stimmt mit dem Gemeinderat überein, dass der Verkauf von Stockwerkeigentum wohl die bestmögliche Variante für die Stadt Biel darstellt. Der Verkauf der Bulova-Anteile ist letztendlich keine Erfolgsgeschichte für die Stadt Biel. Die Stadt hat das Stockwerkeigentum seinerzeit im Hinblick darauf gekauft, dass es dem Kanton für die Schulen zur Verfügung gestellt werden könnte. Sie zahlte damals mehr (rund 6 Mio. Fr.), als sie heute dafür erhält. Der Buchwert des besagten Stockwerkeigentums beläuft sich auf 4,7 Mio. Fr. und heute wird es für 4,9 Mio. Fr. verkauft. Die Stadt selber hat keinen Nutzungszweck für die Räumlichkeiten und müsste sich ohnehin auf die Suche nach neuen und langfristigen MieterInnen machen. Dies ist sehr schwierig. Gleiches gilt allerdings auch für die Suche nach einer Käuferschaft. Es fanden sich praktisch kaum Interessenten. Die bisher erzielte Bruttorendite für das Stockwerkeigentum war dementsprechend sehr niedrig. Hinzu kommt, dass mittelfristig eine grosse Gebäudesanierung für rund 2 bis 3 Mio. Fr. ansteht. Soviel zu investieren, wo doch die langfristige Nutzerschaft nicht gewährleistet ist oder eine solche gar fehlt, macht keinen Sinn. Hinzu kommt, dass die Käuferin als bisherige Mitbesitzerin des Gebäudes um den Zustand des Gebäudes weiss und trotz Wissen darum bereit ist, das Stockwerkeigentum zu kaufen. Als Letztes verspricht der neue Verwendungszweck 25-30 neue Arbeitsplätze. Mit dem Verkauf des städtischen Anteils an die Egnot AG wird diese voraussichtlich zur alleinigen Besitzerin des ehemaligen Bulova-Gebäudes entlang der Heilmannstrasse. Die Firma ist mittlerweile nämlich im Begriff, auch die Anteile der Fleury AG im Erdgeschoss zu erwerben. Damit wäre dann das Kapitel Bulova für die Stadt besiegelt. Sie kann sich so eines Problems entledigen.

Die GPK war allerdings anlässlich ihrer letzten Sitzung nicht sicher, ob die Stadt mit dem Verkauf des Stockwerkeigentums nicht ein Problem los wird und sich dafür ein anderes einhandelt... Es ist nämlich so, dass die veränderte Nutzung, insbesondere die vorgesehene Vergrösserung der Verkaufsfläche, Konsequenzen im Hinblick auf das Verkehrsaufkommen und die Parkplatzsituation haben wird. Die Frage steht im Raum, wie weit die Heilmannstrasse noch mehr Verkehr bewältigen kann. Wie gedenkt Otto's, respektive die Egnot AG, die erforderlichen Parkplätze zu generieren? Wie kann die Sicherheit der FussgängerInnen sowie der Velofahrenden entlang der Heilmannstrasse gewährleistet werden? Dem Dossier zum Geschäft lässt sich dazu nichts entnehmen und es war vorerst auch nichts dazu in Erfahrung zu bringen. Erst gestern sind mir zusätzliche Informationen aus der Verwaltung zugegangen. Diese bestätigen die Befürchtungen der GPK nicht. Die Egnot AG wird zukünftig neu über 62 Parkplätze verfügen (ihre bisherigen 10, im Weiteren die 38 der Stadt sowie zusätzlich 14 der Fleury AG). Aufgrund der Bruttogeschossfläche und den entsprechenden Vorschriften in diesem Quartier sollte sie aber 103 Parkplätze vor Ort ausweisen können. Die erwähnten 62 Parkplätze sind auf zwei Terrains verteilt,

nämlich hinter dem Gebäude auf einem Gelände in Richtung Juravorstadt und vor dem Gebäude zur Heilmannstrasse hin. Es wurde anlässlich der Verhandlungen zwischen der Stadt und der Egnot AG, bzw. den beauftragten Planern, gesagt, dass die Parkplätze in Richtung Heilmannstrasse nur für die Anlieferung und das Personal zugänglich sein werden. Der Zugang soll über eine Schranke geregelt werden. Der nordseitige Zugang soll den Kunden zur Verfügung gestellt werden. Es ist vorgesehen, dort eine Art zweistöckiges Parkhaus zu erstellen und so die fehlenden rund 40 Parkplätze zu schaffen. Ausserdem soll auch die Zu- und Wegfahrt separat geregelt werden. Mit diesen Informationen empfiehlt die GPK dem Stadtrat das Geschäft zur Annahme und geht davon aus, dass der Gemeinderat für eine optimale Regelung des Mehrverkehrs, aber auch für die Sicherheit des Langsamverkehrs, sorgen wird.

Isler Peter, Fraktion SP: Die Fraktion SP hat dieses Problem besprochen und ist mit dem Verkauf des Stockwerkeigentums einverstanden. Es gibt keine Diskussion, die vorliegende Lösung ist die beste. Die Fraktion SP insistiert aber darauf und erteilt dem Gemeinderat den Auftrag, dass er in den Verkaufsverhandlungen die speziellen Probleme bezüglich Verkehrsregelung und Parkplätze auch wirklich regelt. Vom neuen Eigentümer soll gefordert werden, dass er die entsprechenden Lösungen auch wirklich ausführt. Soweit unsere Stellungnahme, welche die Ausführungen der GPK noch unterstreichen soll.

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: Le Conseil municipal souhaite vendre l'immeuble historique de la rue du Faubourg du Jura 44 car celui-ci exigerait un assainissement onéreux. Le Conseil municipal dit qu'il s'avérerait extrêmement problématique de le relouer à des conditions couvrant les frais. On s'enlève une épine du pied. Cela peut se comprendre, car la Ville a également trouvé un repreneur intéressé. Néanmoins, les conséquences de cette vente sont à venir. Nous avons un certain nombre de questions concernant cette vente:

- Quelles conséquences y aura-t-il sur le trafic, si Otto's augmente sa surface de vente?
- Quels sont les nouveaux besoins en matière de places de stationnement?
- Quelles sont les conséquences pour la sécurité des usagers de la rue Georg-Friedrich-Heilmann et pour la qualité de vie dans le quartier?

Le rapport dit que des études seront faites, mais il n'y a pas de réponse à ces questions.

Actuellement, des besoins en locaux existent pour les associations et sociétés à Bienne. Le Conseil municipal a-t-il aussi envisagé d'utiliser cet immeuble pour satisfaire les besoins de ces associations et sociétés?

Moser Peter, Fraktion Forum: Ich habe etwas Mühe zu verstehen, worüber der Stadtrat diskutiert. Ich habe gehört, das Geschäft sei unbestritten und nun reden wir über etwas, das bisher kein Thema war, nämlich die Parkplatzsituation... Die Fraktion Forum ist der Meinung, dass die Stadt Biel froh sein kann, wenn Otto's oder wie auch immer die Firma dann heisst, die Liegenschaftsanteile der Stadt kauft. Was sie damit macht, wissen wir nicht. Die Fraktion Forum geht allerdings davon aus, dass ein Baugesuch erforderlich sein wird, wenn eine Umnutzung des Stockwerkeigentums geplant sein sollte. Damit wird die ganze Problematik im Zusammenhang mit den Parkplätzen auf den Tisch kommen. Dies ist aber heute weder für mich noch meine

Fraktion das Thema. Die Fraktion Forum hat sich einstimmig für dieses Geschäft ausgesprochen.

Wiederkehr Martin, SP: Mein Anliegen ist nicht traktandiert, auch wenn es mit diesem Geschäft verknüpft ist... Den Verkauf der Liegenschaftsanteile an Otto's, welcher voraussichtlich damit seine Ladenfläche vergrössern wird, haben meine VorrednerInnen ausnahmslos begrüsst. Es ist ein gutes Geschäft, das ausserdem Arbeitsplätze generiert. Ich möchte aber dem Gemeinderat nahelegen, dass Otto's endlich einmal Lehrstellen anbieten sollte. Herr Nationalrat Ineichen macht sich nämlich immer stark für Lehrstellen, bietet jedoch in seinen eigenen Unternehmen keine solchen an. Ich würde es daher begrüssen, wenn die Stadt in ihren Verhandlungen auf diesen Umstand aufmerksam machen würde.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich kann mich kurz fassen, das Geschäft ist ja unbestritten. Ich mache beliebt, dem Verkauf zuzustimmen. Es wurden diverse Fragen im Zusammenhang mit dem Verkehrsregime gestellt (Fahrtenkontingent, Parkplätze). Herr Moser hat dies aber richtig erwähnt: Der Kaufvertrag ist abgeschlossen, natürlich unter Vorbehalt der Zustimmung des Stadtrats. Das Bewilligungsverfahren folgt erst noch. Diesem wird dann besondere Beachtung geschenkt werden müssen. Nach meiner Kenntnis stellt sich kein Problem im Zusammenhang mit dem Fahrtenkontingent, hingegen wird es ein Problem darstellen, wie für ausreichend Parkplätze gesorgt sowie die Zu- und Wegfahrten, aber auch die Sicherheitsfragen geregelt werden können. Diesen Anliegen wird man aber im Bewilligungsverfahren die gebührende Beachtung schenken. Im Kaufvertrag wurde ohnehin vorgesehen, dass eine Rückabwicklung des Verkaufs ins Auge gefasst werden kann, wenn keine Lösung mit der Käuferschaft gefunden werden. Der Stadtrat hat damit eine Garantie, dass das Problem mit dem Verkehrsaufkommen nicht einfach unter den Tisch gewischt werden kann. Dies ist aber noch nicht Gegenstand des heute zu beurteilenden Sachverhalts, vielmehr gilt es, dies im Bewilligungsverfahren zu prüfen. Ich hoffe aber nicht, dass die Rückabwicklung notwendig sein sollte. Frau Magnin stellte die Frage, ob die Liegenschaft inskünftig auch noch für Vereinszwecke genutzt werden könnte. Gemäss Liegenschaftsverwalter wäre dies zwar eine Option, die sich aber kaum rechnet und im Hinblick auf das Kosten-Nutzen-Verhältnis wenig Sinn macht, weil sie zu teuer ist. Die Umsetzung dieser Option ist also nicht vorgesehen. Ich mache daher beliebt, diesem Geschäft zuzustimmen.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Comme l'objet est soumis à l'art. 39, al.1, let. c du Règlement de la Ville (référendum facultatif), il faudra compter les voix.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 27 février 2009 concernant "Faubourg du Jura 44 / Vente d'un immeuble municipal" et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. c du Règlement de la ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** par 49 OUI contre 0 NON et 2 abstentions:

1. La vente du bien-fonds RFB 1977-3 au prix de 4'800'000 fr. à la société Egnot S.A. (société immobilière de Otto's-Holding) est approuvée.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Vu que Monsieur Stöckli est arrivé, nous revenons au point 6. Monsieur le Maire, il y avait un certain nombre de questions où des réponses étaient demandées.

68. 20090057 Aire des Pianos - Vente de terrain (suite)

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich kann folgende Antworten auf präsumtive Fragen geben:

1. Die Stadt Biel hat das Land damals gekauft, um dort eine Überbauung zu erstellen. Es bestand nie die Absicht, die bestehenden Liegenschaften zu erhalten. Der Stadtrat hat bereits vor 11 Jahren, als die Planung zur Debatte stand, den Beschluss gefasst, es sei eine Wohnnutzung vorzusehen. In den planrechtlichen Grundlagen wird davon ausgegangen, dass das Quartier neu gestaltet wird, und dass insbesondere nicht an die Struktur des Piano-Areals angeknüpft werden soll. In diesem Sinne wurde auch der Verkauf vorgesehen. Es ist eine Tatsache, dass die bestehenden Gebäulichkeiten in den letzten Jahren nicht mehr unterhalten wurden und demzufolge heute abbruchreif sind. Hinzu kommt, dass eine dichtere Nutzung des Areals möglich wird. Es ist natürlich auch unter ökologischen Aspekten sinnvoller, neue Gebäude zu erstellen und zu konzipieren. Ich nehme an, dass dies die erste der gestellten Fragen war...
2. Zur zweiten Frage: Was passiert mit den Personen, welche heute friedlich auf diesem Areal wohnen? ... Oder interessiert dies gar niemanden? ... *Unruhe im Saal* ... Ich bin einerseits sehr froh, dass die heutigen BewohnerInnen des Piano-Areals nicht die gleiche Aufmerksamkeit beansprucht haben, wie ihre Nachbarn am Tulpenweg... Die BewohnerInnen des Piano-Areals wollen einfach ihrer Lebenseinstellung entsprechend wohnen können. Sie haben dies friedlich an diesem Standort ausgelebt, ohne dass ein Polizei-Einsatz nötig gewesen wäre, oder dass die Nachbarschaft auf den Plan gerufen wurde. Ich habe mich persönlich davon überzeugen können, dass die dortige Gemeinschaft eine ähnliche Struktur wie die Bewohnerschaft der Schrottbar aufweist. Der Gemeinderat hat die Verpflichtung, das Terrain den neuen Eigentümern geräumt zu übergeben. Dies hat zur Folge, dass im Herbst das Areal geräumt werden muss (dies ist zumindest der Termin für die vorgesehenen Bauarbeiten). Es ist übrigens nicht unbedeutend, dass Dritte (private Investoren) trotz der aktuellen Krise bereit sind, sich finanziell derart zu engagieren. 51 Eigentumswohnungen sind ja nicht gerade ein kleines Projekt. Auf diesen Zeitpunkt hin soll also die

heute an diesem Standort stattfindende Lebensweise der Bewohnerschaft ein Ende finden. Im Moment kann ihnen kein Alternativstandort angeboten werden. Mir wurde gesagt, dass bei der Bewohnerschaft die Bereitschaft aber vorhanden ist, den Standort friedlich zu verlassen. Falls der Stadtrat dem Geschäft zustimmt, wird der Gemeinderat mit der Bewohnerschaft vereinbaren, wie und wann sie die Liegenschaft verlassen sollen. In Biel befinden wir uns übrigens in der glücklichen Lage, dass Besetzungen oftmals vorangekündigt werden und die Besetzenden relativ rasch wieder abziehen. Ich bin daher zuversichtlich, dass es an diesem Standort, wo es meines Wissens noch nie zu Problemen kam, auch am Schluss nicht zu solchen kommen wird.

Sollte es noch mehr Fragen geben, bitte ich Sie, mir diese zu stellen.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Madame Moeschler, les questions ont-elles été répondues?

Stöckli Schwarzen Heidi, Fraktion SP: Die Frage nach dem Einbezug der ehemaligen Pianofabrik in die Überbauung ist geklärt. Die Fraktion SP möchte aber vom Gemeinderat noch gerne wissen, wie dies künftig gehandhabt werden soll. Was passiert, falls die Stadt in Zukunft Liegenschaften im Finanzvermögen veräussert, auf welchen sich alte, geschichtsträchtige oder gut erhaltene Gebäude befinden? Gedenkt der Gemeinderat, diese in neue Überbauungen miteinzubeziehen, oder sollen sie abgerissen werden? Wie sehen die diesbezüglichen Vorstellungen des Gemeinderats aus?

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Auch diese Frage habe ich vermutet, aber die Antwort ist ein bisschen komplizierter... Ich versuche dennoch, eine Formulierung zu finden. Der Gemeinderat hat im konkreten Fall das Eigentum an diesem Areal erst erworben, als bereits entschieden war, dass dort eine Neustrukturierung erfolgen sollte. Dies habe ich eingangs bereits erwähnt. Selbstverständlich hat es Fälle gegeben, in welchen der Gemeinderat ehemals industriell genutzte Liegenschaften erworben hat, diese einer anderen Zweckbestimmung zuführte und die Gebäude für diese Umnutzung sanierte und nutzte. Dies ist bei Gewerbeliegenschaften der Fall. Der Gemeinderat wird (hoffentlich) beispielsweise in nächster Zukunft über den Erwerb des Zeughauses diskutieren können. Klar ist, dass die Stadt Biel dieses nicht abreißen wird, falls sie es erwirbt, sondern innerhalb der bestehenden Strukturen umnutzen wird. Frau Stöckli Schwarzen, ich kann Ihnen deshalb hier versichern, dass jene Gebäude, die noch eine gute Bausubstanz aufweisen, einer anderen, vernünftigen Nutzung ohne Zerstörung der Gebäude zugeführt werden. So wird Ihrem Anliegen Rechnung getragen werden.

Dies war beim Kauf des Schüler-Areals noch nicht so. Damals entschieden die Stimmberechtigten im Rahmen der Genehmigung der Überbauungsordnung Gassmann-Areal, dass das Gebäude der Schüler AG abgerissen werden soll. Insofern hat sich die Frage auch nicht aufgedrängt. Wie Sie vielleicht gesehen haben, ist aktuell der Abbruch des Schüler-Areals im Gange. Der entstehende Platz soll dazu dienen, Raum für die notwendigen Bauinstallationen für die Überbauung zu schaffen, dies natürlich unter dem Vorbehalt, dass der Stadtrat am 14. Mai 2009 der entsprechenden Vorlage zustimmt. Diesfalls soll der Spatenstich für die Überbauung Gassmann-Areal am 19. Mai 2009 erfolgen.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Comme l'objet est soumis à l'art. 39, al.1, let. c du Règlement de la Ville (référendum facultatif), il faudra compter les voix.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 27 février 2009 concernant "Faubourg du Jura 44 / Vente d'un immeuble municipal" et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. c du Règlement de la ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** avec 49 OUI contre 0 NON et 2 abstentions:

1. La vente du bien-fonds RFB 1977-3 au prix de 4'800'000 fr. à la société Egnot S.A. (société immobilière de Otto's-Holding) est approuvée.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

69. Motion 20080293, Peter Moser, FDP, " Nouvelle mise à l'enquête publique de la place de la Gare, y.c. un parking couvert sur le côté ouest"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Moser Peter, FDP: Auch wenn nichts geht auf dem Bahnhofplatz, erhalte ich endlich (nach x-facher Verschiebung) die Gelegenheit, zu meiner Motion Stellung zu nehmen. Diese war schon fast ein Dauerbrenner, ohne dass aber etwas passiert wäre... Ich habe volles Verständnis dafür, dass die Fachleute auf der Baudirektion nicht gerade in Begeisterungstürme über meinen Vorstoss ausgebrochen sind. Dennoch so zu tun, als ob alles in Butter wäre, empfinde ich als eine zu grosse Vereinfachung. Es ist nicht richtig, so zu tun, als ob alles in Ordnung sei. Wenn dem nämlich so wäre, hätte Biel schon seit einem halben Jahr mit der Planung begonnen. Dies ist aber scheinbar nicht der Fall. Von der Zeitachse her gesehen mag die Forderung nach einer Neuauflage des Wettbewerbs vielleicht falsch (oder zumindest verfrüht) sein - die Geschichte wird es weisen. Die Forderung nach einem Parkhaus heisst für mich, Parkgelegenheiten zu schaffen. Ich persönlich sähe diese am liebsten in einem Gebäude, weil sie dort konzentrierter wären als auf einem grossen Platz und dadurch auch weniger Suchverkehr entstehen würde. Die Steigerungen der Fahrfrequenzen im öffentlichen Verkehr belaufen sich auf jährlich 2 bis 10% (in erster Linie die Busfrequenzen). Falls dies so weitergeht, muss der Takt- und Intervallfahrplan der Verkehrsbetriebe Biel (VB) verkürzt werden. Falls dies geschehen sollte, wird die Anzahl Haltebuchten auf dem Bahnhofplatz nicht mehr ausreichen, was eine Anpassung des Projekts bedingen würde. Falls der Bahnhof Biel endlich zu einem vollen Verkehrsknotenpunkt der SBB ausgebaut werden sollte (d.h. ein Halbstundentakt für beide Richtungen, also auch nach Neuenburg vorgesehen wird), wird mehr Personenverkehr zu verzeichnen sein. Aus meiner Sicht muss aber auch für den Veloverkehr eine allseitig befriedigende Lösung gefunden werden. Herr Grupp sagte mir zwar vor zwei oder drei Monaten, es habe eine neue Entwicklung gegeben.

Um was es sich genau handelt, weiss ich aber nicht. Anfangs meinte ich, damit sei eine neue auf den Plänen eingezeichnete Einfahrt gemeint, die unter den Boden führt. Dann merkte ich allerdings, dass es sich um keine Parkhauseinfahrt handelt, sondern um einen Aufenthaltsbereich. Der Anschluss Bienne Centre ist nach wie vor offen, weshalb auch die Autobahn nicht als Ausrede verwendet werden kann, um nichts zu unternehmen. Dies trotzdem zu tun, ist in meinen Augen zynisch. Es ist nämlich so, dass auch die Autobahn - falls sie einmal gebaut wird - nicht alle Probleme lösen wird. Im Moment verursacht die Autobahn mehr Probleme, als sie löst...

Die Ausgangslage für den Wettbewerb im Jahr 2003 war nicht dieselbe wie heute. Vieles war damals noch nicht bekannt wie beispielsweise das Regio-Tram. Dieses beeinflusst die Platzgestaltung und den Platzbedarf enorm. Auf der Ostseite wird kein Platz mehr vorhanden sein für Fahrzeuge, also auch nicht mehr für die Taxis. Wo diese hinkommen sollen, ist mir nicht bekannt. Betrachtet man die Zeichnungen hinten im Saal, so stellt man fest, dass auch auf der Seite Richtung Post kein Platz für Fahrzeuge mehr vorgesehen ist. Sagen Sie mir, wo dereinst die Fahrzeuge hinkommen, die heute dort abgestellt sind! Die Nutzung des Bahnhofs als Shoppingcenter wird mehr Verkehr generieren, was damals ebenfalls noch nicht bekannt war. Offenbar will auch die Post Ihre Schalter, oder zumindest den Eingang, verlegen. Die Telefonzentrale im Postgebäude ist letztes Jahr genauso ausgezogen wie die Briefpost. Das Gebäude ist also frei für eine neue Nutzung. Was passiert, falls auch dort eine Shoppingzone vorgesehen wird? Dies ist naheliegend. Zwischen dem alten Postgebäude und den Bahnhofperrons befindet sich eine Art Zwischenneubau, der ursprünglich für die Paketpost vorgesehen wurde und unterirdisch mit dem Bahnhof verbunden ist. Dieser Gebäudeteil könnte beispielsweise abgerissen und statt dessen eine Zufahrt vom Uraniaplatz vorgesehen werden. Auch dies war im Wettbewerb so noch nicht bekannt. Auch hier wäre eine Neuplanung unabdingbar, da diese Umstände den Verkehrsfluss beeinflussen. Infolge des Verkehrs müsste eventuell auch der Planungssperimeter erweitert werden, beispielsweise bis zum Uraniaplatz, sicher aber auch in Richtung der Bahnhofstrasse, die sich heute bezüglich Strassenbelags in einem desolaten Zustand befindet. Letztere wird für den öffentlichen Verkehr wohl zwingend notwendig sein. Die Stadt Biel hat auch die Johann-Aberli-Strasse südlich des Bahnhofs geschlossen. Diese war früher nutzbar. Heute ist sie aber nur noch eine Art "Blinddarm" der Gurnigelstrasse, weil das neue Altersheim sie abschneidet.

Meiner Meinung nach sind dies viele Argumente, die für eine Überprüfung des Projekts sprechen. Dies müsste eigentlich auch der Gemeinderat so sehen. In jedem Fall sehen es aber viele BürgerInnen so, falls ich die mir zugegangenen Reaktionen richtig interpretiere. Biel hat den zehntgrössten Bahnhof der Schweiz. Der Bahnhofplatz sollte die Visitenkarte der Stadt sein. Es kann mehr erwartet werden und Biel hat auch mehr verdient, als die Skulptur "Vertschaupet", welche man als erstes sieht, wenn man den Bahnhof verlässt... Ich hätte vom Gemeinderat schon erwartet, dass er meinen Vorstoss erheblich erklärt, oder die Umwandlung in ein Postulat vorgesehen hätte. Stellen Sie sich vor, sie könnten trockenen Fusses den Bahnhof verlassen und den Bahnhofplatz überqueren. Dies ist heute nicht möglich. Es muss ja nicht gleich ein Baldachin sein wie in der Stadt Bern (auch wenn dieser sehr schön ist). Noch einmal: Schauen Sie sich vor Ihrem geistigen Auge den Bahnhofplatz heute Abend noch einmal an und stellen Sie sich diesen ohne

Parkplätze, dafür mit doppelt so vielen Trolley- und Autobussen vor... Wie wird dies wohl aussehen...? Meines Erachtens sind genug Argumente vorgebracht, die eine Überprüfung des Wettbewerbs rechtfertigen würden. Ob der Wettbewerb neu ausgeschrieben werden muss, kann ich nicht beurteilen. Aus diesem Grund **beantrage ich, Ziffer 1 meiner Motion in ein Postulat umzuwandeln**, um dem Gemeinderat mehr Freiheiten zu lassen, **Ziffer 2 hingegen ziehe ich zurück**. Ich danke Ihnen für Ihre Unterstützung.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Die Motion von Herrn Moser beinhaltet zwei Forderungen: Eine hat er soeben zurückgezogen, dennoch möchte ich nachfolgend kurz darauf eingehen. Aus Sicht der Fraktion der Grünen sind beide Anliegen abzulehnen: Das Parkhaus (was mit dem Rückzug hinfällig wird) und die Forderung nach einer neuen Planung - zumindest im jetzigen Zeitpunkt. Ich möchte dies kurz begründen: Dass die Autos vom Bahnhofplatz verschwinden werden, war klar und freut uns Grüne. Die Vision freut sicher auch unzählige Bielerinnen und Bieler. Wie wir soeben gehört haben, liegt sogar dem Motionär an einem schönen und vom Verkehr befreiten Bahnhofplatz. Das aktuelle Bahnhofparking ist auch bei maximaler Nutzung heutzutage nur zu rund 75% besetzt. Somit besteht nach wie vor ein grosser Anteil Leerkapazitäten. Ausserdem gilt es zu beachten, dass mehr als die Hälfte der besetzten Plätze von DauerparkiererInnen genutzt wird, was wiederum nicht das Ziel eines Parkhauses an einem Bahnhof sein kann. Wenn nun die Auslastung inskünftig durch mehr PendlerInnen ansteigen sollte, bestünde aufgrund der Statik des bestehenden Gebäudes die Möglichkeit, dieses um nochmals zwei Stockwerke zu erhöhen. Auch dies wurde frühzeitig abgeklärt. Ich sehe daher nicht ein, warum es ein neues Parkhaus braucht. Dem Anliegen, eine neue Planung vorzusehen, können wir eindeutig mehr abgewinnen. Dies trotz des Umstands, dass das Siegerprojekt erst gerade vierjährig ist. Seither wurden umfassende Planungen für den Veloverkehr, respektive für die Veloparkierung, vorgenommen. Es liegt dazu ein relativ dickes Dossier vor. Ich weiss allerdings nicht, inwieweit dieses auch bereits umgesetzt werden konnte. Immerhin lief auf der Planungsebene etwas. Die Bieler Stadtplanung ist sich sicher bewusst, dass auch Planung überdacht und die Gestaltung angepasst werden müsste, wenn eine neue Stadtbahn vorgesehen werden sollte. Zurzeit ist aber weder klar, ob dieses Regio-Tram überhaupt einmal kommt, noch wo es verkehren wird. So lange hier keine Klarheit herrscht, erscheint der Fraktion der Grünen eine Neuauflage der Bahnhofplatzplanung nicht sinnvoll, bzw. - wie gesagt - als verfrüht. Lassen wir doch den PlanerInnen Kapazitäten, damit sie die gesicherten Konstruktionen sauber umsetzen können und lassen Sie uns wieder über den Bahnhof sprechen, wenn sich die Ausgangslage geklärt hat! Die Fraktion der Grünen empfiehlt daher dem Stadtrat, dem Gemeinderat zu folgen und die Motion nicht erheblich zu erklären.

Stöckli Schwarzen Heidi, Fraktion SP: Auch die Fraktion SP kann sich nicht für den vorliegenden Vorstoss erwärmen. Dies aus folgenden Gründen:

1. Wettbewerbsvorgabe für die Gestaltung des Bahnhofplatzes war, diesem den Charakter als öffentlichen, fussgängerfreundlichen Raum zurückzugeben sowie die Verkehrsflüsse in diesem Bereich klarer zu regeln. Diese Vorgaben hat das Siegerprojekt mittels sogenanntem Beton- oder Kunstteppich sowie der Konzentration der Verkehrsströme auf die Ost- und Westeingänge erfüllt. Die seitlichen Eingänge sollen geöffnet werden, um Platz zu schaffen. Das Siegerprojekt lässt sogar noch einen gewissen Spielraum in der Umsetzung zu.

2. Das Umbauprojekt Bahnhof nimmt auf die Lenkung der Verkehrsströme Rücksicht, indem die seitlichen Zugänge aufgewertet werden. Damit kann der Zugang zum Parkhaus inskünftig über den linken, hinteren Zugang ermöglicht werden und zu den Kurzzeitparkplätzen über den rechten, hinteren Zugang.
3. Die Beschränkung auf den Bahnhofperimeter macht aus Sicht der Fraktion SP Sinn, weil der Platz als etwas Eigenes gesehen werden kann. Wie bereits erwähnt wurde, stellt der Platz ausserdem die Visitenkarte der Stadt dar und dessen Aufwertung sollte nicht unnötig aufgeschoben werden. Der Bahnhofplatz kann unseres Erachtens wie geplant realisiert werden, auch wenn das Regio- oder das Stadt-Tram kommt. Herr Grupp hat es erwähnt: Es ist noch unklar, wie dessen Linienführung verlaufen wird. Ausserdem ist davon auszugehen, dass das Regio-Tram nicht unter den Bahngleisen durch verlaufen wird, weil diese Variante viel zu teuer ist.
4. Das Anliegen nach einem zweiten, privaten Parkhaus ist gemäss Angaben der Verwaltung bereits erledigt. Herr Grupp hat es bereits gesagt, dass das bisherige Parkhaus aufgestockt werden könnte, falls mehr Parkplätze benötigt werden.
5. Die Stadt Biel hat bereits mehrere hunderttausend Franken in das Projekt investiert. Ohne Not sollte daher nicht wieder von vorne begonnen werden.

Aus diesem Grund folgt die Fraktion SP dem Antrag des Gemeinderats und wird die Motion nicht erheblich erklären.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich mache dem Stadtrat beliebt, die Motion nicht erheblich zu erklären und auch dem Antrag von Herrn Moser nicht zu folgen. An dieser Stelle wurde bereits mehrfach darüber diskutiert und festgestellt, dass der Bahnhofplatz neu gestaltet werden muss. Dies spätestens, wenn die Neugestaltung des SBB Bahnhofgebäudes beendet ist. Vor vier Jahren wurde im Zusammenhang mit dem Vorstoss Steiner (Motion 20050131 Antoine Steiner "Une place de la Gare plus conviviale") bereits darüber diskutiert. Der Stadtrat legte damals fest, in welche Richtung die Planung ungefähr gehen soll. Seither hat sich die Situation nicht grundlegend verändert, jedenfalls nicht so, dass ein neues Wettbewerbsverfahren notwendig würde. Ich halte fest, dass 2004 für rund Fr. 290'000.– ein Wettbewerbsverfahren durchgeführt wurde. Dieses Geld wäre diesfalls in den Sand gesetzt worden, obwohl gerade wieder einmal ein Bieler Architekturbüro als Gewinner daraus hervorging (vielfach gewinnen Zürcher oder Basler Unternehmen...). Auch aus diesem Grund macht es Sinn, dass die bestehende Planung ausgeführt wird. Das heutige Siegerprojekt, diese Vision, lehnt sich an den Gebäudeumbau der SBB an. Die Bundesbahnen wurden damals in den Wettbewerb integriert und die Projekte wurden aufeinander abgestimmt, insbesondere was die ost- und westseitige Erschliessung anbelangt. Ausserdem ist ein grosser Platz vor dem Bahnhof für das Publikum vorgesehen. Dieses Konzept kann nun nicht einfach wieder geändert werden. Dies würde wohl auch von Seiten der SBB als Rückenschuss empfunden, zumal die SBB rund 25 Mio. Franken investiert haben. Ich denke, ich habe zum Ausdruck bringen können, dass ein grosser, fussgängerfreundlicher Platz angestrebt wird, der mit gewissen "Wohlfühlelementen" noch zusätzlich attraktiviert werden kann. Die Erschliessung, Herr Moser, ist meines Erachtens klar geregelt: Auf der Seite Parking AG ist die Zufahrt für Taxis und Busse vorgesehen und auf der anderen Seite werden noch diverse Kurzzeitparkierungsmöglichkeiten für Postfachkunden geschaffen. Das Konzept kann jederzeit noch leicht angepasst werden, ohne dass es grundsätzlich überarbeitet werden müsste. Die Verkehrsbetriebe (VB), Herr Moser, wurden ausserdem in das vorliegende Projekt integriert. Ich sehe daher keinen

Handlungsbedarf. Ich will als oberster städtischer Planungschef vor dem Bahnhof keinen Busterminal, wie wir dies in Winterthur sehen. Damit könnte nichts erreicht werden. Auch die VB sieht dies so. Insbesondere besteht keine Notwendigkeit, den Platz zu Gunsten von Haltestellen zu verkleinern. Auch das Agglo-Tram - so es denn einmal kommt - wird das vorliegende Projekt nicht massgeblich beeinflussen. Die Schlussfolgerung ist vielleicht etwas kontrovers: Es wäre nicht sinnvoll, noch einmal einen Wettbewerb auszuschreiben, zumal Fr. 290'000.- vergebens ausgegeben worden wären. Eine Neuausschreibung hätte ausserdem zur Folge, dass das Projekt sich um zwei bis drei Jahre länger hinziehen würde. Dies ist wohl nicht die Absicht. Ich gebe zu, dass die heutige Situation infolge der Baustelle suboptimal ist. Ich kenne die Situation sehr gut, Herr Moser, weil ich bei der Post über ein Postfach verfüge: Das Chaos entsteht nicht, weil der Platz falsch konzipiert ist. Das Chaos entsteht vielmehr darum, weil die Autofahrer sich derzeit unmöglich verhalten und ihr Fahrzeug auch in den Halteverbotten abstellen und so den ganzen Verkehr bis in die Bahnhofstrasse blockieren. Auch wenn 30 oder 40 zusätzliche Parkplätze erstellt würden, käme es nach wie vor zu einem Durcheinander. Die Krux ist allerdings - dies haben Sie richtig erwähnt, Herr Moser - dass die Stadt ein Problem bezüglich Kurzzeitparkierungsmöglichkeiten auf Seite der Post hat. Es ist mir ein Anliegen, dass dort noch ausreichend Kurzzeitparkierungsmöglichkeiten vorgesehen werden. Nach wie vor sind 25 solche Plätze vorgesehen, als Option besteht die Möglichkeit, im Hinterhof der Post (vis-a-vis Urania-Platz) noch 15 - 16 zusätzliche Kurzzeitparkplätze zu erstellen, dies als eine Art Kompensation. Damit wären wiederum mehr Kurzzeitparkplätze verfügbar, die auch nicht im Widerspruch zum bestehenden Projekt stehen. Kommt hinzu, dass als längerfristige Option (auch wenn Sie dieses Anliegen nun zurückgezogen haben) das bestehende Bahnhofparking, wie Frau Stöckli sagte, aufgestockt werden könnte. Dort könnten noch rund 200 Parkplätze errichtet werden. Falls ein Parkhaus erstellt werden sollte, so wird dieses vermutlich eher so gelöst werden.

Ich will hier nicht verlängern: Ich bitte den Stadtrat - auch wenn er Handlungsbedarf sieht -, nicht von der Baudirektion einen neuen Wettbewerb zu fordern, der wieder bei Null anfängt. Diesfalls entstünden neue Kosten und das Projekt verlängerte sich um rund zwei Jahre. Lassen Sie die Baudirektion das bestehende Projekt umsetzen. Geringfügige Anpassungen sind noch möglich, aber das Konzept als solches kann nicht so einfach umgestellt werden, da es diesfalls im Widerspruch mit der heutigen Gestaltung des Bahnhofsgebäudes durch die SBB stünde. Ich mache Ihnen daher beliebt, nicht nur die Motion nicht erheblich zu erklären, sondern auch die Umwandlung von Ziffer 1 in ein Postulat abzulehnen.

Moser Peter, FDP: Ich danke für die Diskussion! Zusammenfassend waren die Voten sehr kontrovers. Der Baudirektor sagt, es sollte vorwärts gemacht werden, auch wenn der Zeitpunkt suboptimal sei. Die Fraktion der Grünen sagt, dass vorläufig nichts unternommen werden sollte und erst die Entwicklung abgewartet werden müsse. Und die Fraktion SP sieht keine Notwendigkeit für mein Anliegen und lehnt es ab. Was die Baudirektion schlussendlich unternimmt, weiss ich nicht. Es ist richtig, dass das heutige Bahnhofparking noch nicht voll ausgelastet ist. Es ist aber jedes Jahr mehr ausgelastet. Es ist ebenfalls richtig, dass das bestehende Parking noch aufgestockt werden könnte. Falls aber vorgesehen werden sollte, die Dauerparkierer hinauszuerwerfen, so frage ich mich schon, wohin denn diese sollen... Falls die Baudirektion Bienne Centre nicht bauen und den ganzen Verkehr in die Seedorstadt

leiten will, dann kommt der Verkehr mit Ziel Bahnhofparking von Seiten der Seedorstadt und muss den Bahnhofplatz passieren. Ist dies optimal? Das verstehe ich nicht ganz. Frau Stöckli, ich habe geschrieben, ich möchte einen fussgängerfreundlichen Platz, dazu stehe ich. Es ist aber ein Widerspruch zur Aufhebung aller bisherigen Parkplätze. Der zehntgrösste Bahnhof der Schweiz mit 25 Kurzzeitparkplätzen...? Herr Klopfenstein hat es erwähnt: Der Suchverkehr wird nicht abnehmen... Es gäbe also noch viele Argumente, die aufzeigten, dass Handlungsbedarf vorliegt. Dies ist zwischen den Zeilen auch bei den anderen SprecherInnen zum Ausdruck gekommen. Die Zeichnungen hinten im Saal haben mir gezeigt, dass etwas unternommen werden muss, dass beispielsweise die Taxis auch irgendwohin neben die Kurzzeitparkplätze versetzt werden müssen. Meistens warten mehr als 25 Taxis dort (eine Folge der Liberalisierung). Ein Insider aus dem öV-Bereich hat mir gesagt, der Wettbewerb habe im stillen Kämmerlein und ohne Einbezug der wichtigsten PartnerInnen stattgefunden. Von PartnerInnen dieses Projekts habe ich andere Signale als vom Baudirektor erhalten... Wer am 21. März 2009 das Bieler Tagblatt las, entdeckte darin ein schönes Bild. Damals war der Bahnhof noch "das Tor zur Welt", heute würde ich dem leicht anders sagen... Für mich gilt dies jedenfalls nicht mehr, weil man zuerst über die "Vertschauptete" fällt, die sich mitten auf der Fläche befinden. Etwas Deprimierenderes als dies gibt es nicht! Meines Erachtens gehört diese Skulptur woanders hin. Was gilt es also zu tun, damit der Bahnhof wieder zum "Tor der Welt" wird und vor allem der Stadt Biel, die sich sonst doch überall herausputzt, wieder gerecht wird? Meines Erachtens braucht es hier eine neue Planung. Ob dies ein Wettbewerb ist oder nicht, lasse ich offen. Der Baudirektor sagt ausserdem, die Randbedingungen hätten sich seit dem letzten Wettbewerb nicht massgeblich verändert - ich sehe dies anders! Letztlich ist es am Stadtrat zu urteilen. Auch wenn mein Anliegen heute nicht durchkommt, die Geschichte - und davon bin ich überzeugt - wird mir recht geben. Eine neue Planung ist zwingend notwendig und es muss etwas geändert werden. Helfen Sie mit, Ziffer 1 meiner Motion in Form eines Postulates erheblich zu erklären. Diesfalls ist mein Anliegen nicht derart verbindlich, dass zwingend ein neuer Wettbewerb ausgeschrieben werden muss. Eine Überprüfung des heute vorliegenden Projekts ist aber meines Erachtens dringend notwendig.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Die Baudirektion ist bereit, etwas zu unternehmen und sieht auch Handlungsbedarf! Ich wiederhole: Auch wenn man es auf den Zeichnungen hinten im Saal leider nicht sieht, so sind rechterhand auf Seite der Post nach wie vor 25 Kurzzeitparkierungsmöglichkeiten vorgesehen. Zudem besteht die Option mit 15 zusätzlichen Parkplätzen im Hinterhof der Post. Zusammen ergibt dies ungefähr dieselbe Anzahl Parkplätze wie heute. Auf der anderen Seite (Hilfiker, Bahnhofparking) sind die Taxizufahrten vorgesehen. Handlungsbedarf ist meines Erachtens gegeben, aber wenn der Stadtrat will, dass noch lange nichts weiter geht, so muss er den Motionär unterstützen. Dann ist die Baudirektion gehalten, die Planung von vorne zu beginnen und das Projekt könnte Ihnen in etwa drei Jahren wieder vorgelegt werden. Ich bitte Sie daher, uns zu ermöglichen, mit der Projektierung und Realisierung fortzufahren, die mit der SBB abgesprachen ist.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Le point 2 a été retiré. Pour le point 1, Monsieur Moser propose de le transformer en postulat.

Vote

sur la proposition de Monsieur Moser de transformer le point 1 en postulat et de l'adopter comme tel

La proposition est rejetée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Grünenwald n'étant pas dans la salle, quelqu'un est-il opposé à ce que Madame Esseiva fonctionne comme remplaçante? Ce n'est pas le cas.

70. Motivation de l'urgence de la motion 20090135, Martin Rüfenacht, FDP, "Adaptation de l'ordonnance quant à l'engagement dissimulé d'inspecteurs sociaux"

Rüfenacht Martin, FDP: Meine dringliche Motion fordert die Anpassung der Verordnung über den Einsatz von Sozialinspektoren (was den verdeckten Einsatz anbelangt). Meines Erachtens fehlt hierzu die rechtliche Grundlage. Diese muss geschaffen werden, weil sich der Einsatz der Sozialinspektoren in einer Grauzone abspielt. Es liegt ein grosser Handlungsbedarf vor, das Pilotprojekt hat dies klar aufgezeigt. Alle Pilotstädte haben dies auch entsprechend begründen können. Die diesbezüglichen Arbeiten möchte ich mittels meiner dringlichen Motion so rasch als möglich auslösen.

Vote

sur la motivation de l'urgence de l'interpellation 20090135, Martin Rüfenacht, FDP

L'urgence est accordée.

71. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090137, Patrick Calegari, Groupe UDC/PSL, "Situation des écoles biennoises"

Eschmann René, Fraktion SVP/FPS: Die Schlagzeile im Zusammenhang mit dem Schulhaus Madretsch hat bei uns gewisse Fragen aufgeworfen. Die Fraktion SVP/FPS erachtet es als vordringlich, Antworten auf diese brennende Frage zu erhalten. Aus diesem Grund machen wir Ihnen beliebt, unsere Interpellation dringlich zu erklären.

Vote

sur la motivation de l'urgence de l'interpellation 20090137, Patrick Calegari, Groupe UDC/PSL

L'urgence est accordée.

72. Motivation de l'urgence de la motion 20090136, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, Daphné Rüfenacht, Groupe des Verts Bienne, "Branche ouest avec semi-jonction Bienne-centre et semi-jonction au faubourg du Lac"

Baltzer Niklaus, SP: Die Fraktionen SP und Grüne verlangen mittels einer dringlichen Motion, dass im Rahmen der Diskussionen um die A5 weitere Varianten studiert werden. Die Dringlichkeit ergibt sich von selbst, weil die Diskussionen aktuell stattfinden.

Vote

sur la motivation de l'urgence de la motion 20090136, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, Daphné Rüfenacht, Groupe des Verts Bienne

L'urgence est accordée.

Interruption de la séance: 19h50 - 20h50

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: J'ai reçu tout à l'heure une pétition du Groupe Trip-Huus et j'en accuse ici réception.

En fin de séance, nous prendrons congé de Madame Barbara Tanner, qui quittera le Conseil de ville pour fin avril.

73. Postulat 20080301, Monique Esseiva, PDC, "Label du bilinguisme"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Esseiva Monique, PDC: Tout d'abord, j'aimerais remercier le Conseil municipal de sa réponse positive et détaillée. J'aimerais rebondir sur la dernière phrase de la réponse du postulat. Étant donné que la réponse du Conseil municipal date de décembre dernier, j'espère qu'entre temps le Conseil municipal a pris l'initiative d'envoyer la lettre proposée à Tourisme Bienne Seeland, concernant l'acquisition du label du bilinguisme. Si tel n'était pas le cas, je l'encourage à le faire rapidement. De même, je lui demande de continuer à promouvoir, auprès des diverses instances citées dans mon postulat et qui sont en contact avec la population, l'obtention du label et de contrôler régulièrement les efforts initiés pour cette labellisation. Lors de la rédaction du postulat, j'ai omis de mentionner le Département des immeubles. Selon mes informations, le processus aurait été mis en route, mais remis à plus tard. À mon avis, il serait normal que ce département soit aussi labellisé.

Dernièrement, j'ai voulu atteindre une personne de l'Administration. Malheureusement, elle n'était pas là mais le répondeur mentionnait, en français et en allemand, qu'elle était absente. Jusque là, tout va bien. Ensuite, le message qui indiquait comment laisser une communication était en Hochdeutsch. Je ne conçois pas tout à fait le bilinguisme ainsi. J'aimerais qu'à l'avenir, le Conseil municipal reste vigilant et édicte des directives identiques et claires pour l'ensemble de l'Administration. Même si le coût du bilinguisme se monte à environ six millions de francs, Bienne doit absolument continuer à en être le garant au sein du Canton de Berne. Si vous vous rappelez bien, au début de l'année, l'édition du Biel-Bienne a eu tout un reportage. Entre autre, le politologue Claude Longchamp parlait d'embellie au niveau du bilinguisme biennois, tout en relevant que l'horizon n'est pas sans nuages. Cette embellie n'est pas non plus due au hasard, mais à l'engagement de nos Autorités et aussi des entreprises privées. En revanche, nous devons tous persévérer dans nos efforts. Comme le propose le Conseil municipal, je vous recommande également d'adopter le postulat. Merci de votre soutien.

Sermet-Nicolet Béatrice, au nom du Groupe socialiste: Je ne reviendrai pas sur les arguments de Madame Esseiva. Le Groupe socialiste les approuve et soutient bien entendu ce postulat. Nous aimerions insister, afin que le Conseil municipal encourage de manière très particulière le bilinguisme et l'acquisition du label dans les institutions à caractère social. Là, je pense notamment aux homes pour personnes âgées et autres EMS. Il est important, que le personnel maîtrise les deux langues et que les personnes âgées puissent s'exprimer dans leur langue maternelle. Cet objectif doit être encouragé. J'ai une bonne nouvelle: le Centre hospitalier, à la demande du Conseil des affaires francophones, est prêt à former par voie d'apprentissage, des assistants en santé et soins communautaires. Ceci permettra de trouver, aussi pour ces institutions, le personnel nécessaire. Nous vous demandons de soutenir ce postulat. Nous attendons du Conseil municipal un engagement, afin d'encourager la labellisation des institutions à caractère social. Merci de votre attention.

Stöckli Hans, Stadtpräsident: Ich bin dankbar für die Feststellung der Postulantin, dass im Verlauf der letzten Jahre im Bereich der Zweisprachigkeit erhebliche Fortschritte erzielt wurden. Es ist tatsächlich so, dass die Anstrengungen von Privaten, aber insbesondere auch von der öffentlichen Hand (Stadt Biel) Früchte tragen und auch bemerkt wurden. Es ist erfreulich, dass ein Grossteil der städtischen Abteilungen auf Anhieb das Label erhielt. Die Abteilungen, die es noch nicht erhalten haben, sind teilweise daran, dieses Ziel in der nächsten Runde zu erreichen. Ganz klar ist, dass der ESB diese wichtigen Prozesse ebenfalls durchmacht. Dies ist insbesondere deshalb wichtig, weil diese städtische Unternehmung tagtäglich mit KonsumentInnen in Kontakt ist. Sie muss diesen Anforderungen unbedingt entsprechen. Der Gemeinderat hofft, dass mit der neuen Sicherheitsdirektorin und dem neuen ESB-Direktor frischer Wind in den Prozess der Verbesserung der Zweisprachigkeit kommt. Frau Schwickert wird sich noch entsprechend äussern. Für den Gemeinderat war immer klar, dass es nicht unbedingt entscheidend ist, dass Mitarbeitende ohne Kundenkontakt diesen Anforderungen vollumfänglich entsprechen. Vielmehr richteten sich unsere Bemühungen im Rahmen der Labelisierung auf den Bereich des Service Public, also auf die Kundschaft und die Beziehung zwischen den Mitarbeitenden und der Bevölkerung. Dementsprechend ist

es auch berechtigt, dass Unternehmen wie die CTS, die Verkehrsbetriebe, Tourismus Biel-Seeland (TBS) aber auch Betagtenheime in diesen Prozess miteinbezogen werden. In nächster Zeit wird der Gemeinderat einen Brief an die TBS versenden. Ich beantrage namens des Gemeinderats, das Postulat erheblich zu erklären. Ich danke nochmals für die Bereitschaft des Stadtrats und der Postulantin, nicht zu verlangen, dass die Stadtverwaltung flächendeckend in diesen Labelisierungsprozess integriert werde.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Ich möchte noch ein paar Worte zum ESB sagen. Als ich mein Amt antrat und die letztjährige Antwort las, war ich etwas erstaunt und überrascht, dass der ESB das Label nicht erhalten hatte. Für mich galt das Unternehmen bisher als vorbildlich zweisprachig. Als ich der Beantwortung ferner entnahm, dass im Moment nicht die Absicht besteht, weiter etwas zu unternehmen, weil die Aussicht, das Label zu erhalten, gering sei, habe ich begonnen, mich kundig zu machen. In nächster Zeit stehen Gespräche mit den Verantwortlichen des Vereins Bilinguisme plus an, anlässlich welcher die Gründe für die Ablehnung analysiert werden sollen. Die Sicherheitsdirektion will dieses Anliegen nicht einfach auf die lange Bank schieben oder abschreiben, sondern erneut an die Hand nehmen und allenfalls Massnahmen ergreifen, um das Label möglichst bald zu erhalten. Es ist für den ESB wichtig, dass er die Zweisprachigkeit, die er in meinen Augen auch lebt, bestätigt erhält. Die Sicherheitsdirektion ist also daran, das Anliegen zu überprüfen.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

74. Motion interpartis 20080298, Patrick Calegari, UDC, Pascal Fischer, PSL, "Modification des horaires autorisés le samedi pour les travaux agricoles et de jardinage"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter comme tel.

Fischer Pascal, FPS: Ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort. Das Polizeireglement wird überarbeitet. Der Gemeinderat weiss also, dass es den heutigen Anforderungen nicht mehr entspricht. Deshalb sind die Unterzeichner guten Mutes, dass er sich dafür einsetzen wird. Die Fraktion FPS/SVP ist daher von der Antwort befriedigt und mit der Umwandlung in ein Postulat einverstanden.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

75. Postulat 20080302, Pierre-Yves Grivel, PRR, "Une sécurité plus concrète"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Grivel-Pierre-Yves, PRR: Je remercie le Conseil municipal de proposer l'adoption de mon postulat. Comme je le relève dans mon argumentation, nous nous sommes mis à la tâche et nous avons réalisé en 2007 un document regroupant des objectifs, des orientations stratégiques et un plan de mesures contenant 30 points. Tout cela est encourageant, mais maintenant, je demande un listing de l'application concrète de ces mesures en 2008 et des analyses qui en découlent. Il y a des actions projetées et des actions réalisées. Nous désirons des exemples issus du terrain. On nous promet un beau document. De la paperasse n'amène pas nécessairement à l'action au travail sur le terrain. Or, c'est bien cela que le citoyen veut savoir, voir ou apprendre. Qu'a-t-on fait, que fait-on et que va-t-on faire pour répondre à certains actes illicites? La prévention ne suffit pas. Il faut aussi intervenir, convaincre, agir et parfois aussi punir. Cette double action conduira alors à un sentiment accru de sécurité chez nos concitoyens. Nous ne voulons pas seulement des statistiques sur les amendes de stationnement, sur les mesures de vitesse ou sur des anecdotes d'un chat coincé dans un arbre. Non, nous désirons des réponses aux accusations et aux questions que la population se pose et aux articles de presse concernant par exemple le trafic de drogue et le hooliganisme dans les stades à Bienne. L'attractivité de notre Ville souffre de ces faits peu reluisants. Je désire obtenir des réponses dans ce domaine-là et c'est pour cette raison, chers collègues, que je vous demande d'adopter le postulat "Une sécurité plus concrète". Merci.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Der Gemeinderat empfiehlt ebenfalls, das Postulat erheblich zu erklären. Er legt den Vorstoss allerdings - so wie ich es verstehe - etwas einschränkender aus als Herr Grivel, indem er ihn primär auf das Sicherheitskonzept bezieht. Der Gemeinderat wird erstmals im Geschäftsbericht 2008 darüber berichten, was bezüglich der im Sicherheitskonzept angeführten 30 Punkte gelaufen ist. Ich möchte allerdings nicht allzu viele Hoffnungen wecken. Im Jahr 2008 ist meiner Meinung nach noch nicht sehr viel passiert, dennoch wurden verschiedene Projekte in Angriff genommen und aufgegleist. Sie sind aber noch nicht sehr weit gediehen. Dies hat damit zu tun, dass der Sicherheitsbeauftragte, Herr Glauser, letztes Jahr mit der Überführung der Stadt- in die Kantonspolizei sehr viel zu tun hatte. Er musste während dieser Zeit mit einer enormen Mehrbelastung umgehen. Nach meiner heutigen Beurteilung beginnt das Sicherheitskonzept erst jetzt langsam Wirkung zu zeigen. Im Geschäftsbericht der Stadtverwaltung 2008 sollte also noch nicht mit Wundern gerechnet werden... Grundsätzlich ist es aber so, dass der Geschäftsbericht inhaltlich ausgebaut wird und nicht mehr nur die Bussen auflistet. Er wird sich damit zum Themenbereich Sicherheit und auch zu den bei der Stadt verbleibenden Aufgaben äussern und Rechenschaft ablegen. Es ist ja bekannt, dass ein Teil der Aufgaben der Stadtpolizei bei der Stadt verblieben ist. Ab dem Geschäftsbericht 2009 wird die Sicherheitsdirektion dem Stadtrat sicher über die Zusammenarbeit mit Police Berne und auch über die eingekauften Leistungen beim Kanton berichten.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

76. Interpellation 20080304, Barbara Tanner, Groupe socialiste, "Mise en œuvre du Concept de sécurité dans le domaine: Accroître le sentiment de sécurité"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

Tanner Barbara, SP: Ich nehme Bezug auf die Äusserungen der Sicherheitsdirektorin und gehe mit ihr einig, dass sicher noch nicht allzu viel erwartet werden darf. Trotzdem: Ich habe die Fragen letztes Jahr gestellt. Damals ging es mir darum, dass das Sicherheitskonzept nicht zu einem Papiertiger wird, sondern wirklich umgesetzt wird. Es ist uns bewusst, dass dies Zeit braucht. Was mich ein wenig erleichtert, ja froh macht, ist der Umstand, dass nicht nur Herr Glauser, sondern auch Frau Schwickert kürzlich mit den Drogenberatungsstellen Kontakt aufgenommen haben. Gerade dort ist die Situation sehr heikel, insbesondere auch was die Gewalt anbelangt. Es war meiner Fraktion ein grosses Anliegen, dass mit den Direktbetroffenen Kontakt aufgenommen und das Gespräch gesucht wird, um zu zeigen, dass dies keine übliche Verwaltungsangelegenheit bleibt. In diesem Sinn möchte ich für die Beantwortung danken, erkläre mich befriedigt und hoffe, es werde etwas passieren.

77. Motion 20080331, Peter Isler, Niklaus Baltzer, Groupe socialiste, "Renouvellement de la centrale hydroélectrique de Hagneck"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter comme tel.

Isler Peter, Fraktion SP: Erinnern Sie sich noch an die vor langer Zeit genannten 150 Mio. Fr.? Es ist manchmal schwierig den Zusammenhang wieder zu finden, wenn die Geschäfte an Aktualität verloren haben... Da es sich aber beim Kraftwerk Hagneck um eine langfristige Angelegenheit handelt, lohnt es sich sehr, vertieft auf das Projekt und die Antwort des Gemeinderats einzugehen. Es gibt Projekte, bei welchen es sinnvoll erscheint, die Partnerschaft der Privatwirtschaft zu suchen - im gemeinsamen Interesse der Beteiligten, also auch der BürgerInnen, welche den Staat ausmachen, und welche von den Politikern erwarten, dass sie ihre Interessen schützen. Es gibt aber auch Projekte, bei welchen es nicht im Interesse der Bürger liegt, eine private Partnerschaft zu suchen. Die Motionäre möchten die Erweiterung des Wasserkraftwerks Hagneck in diese zweite Kategorie platzieren. Die ausführliche Begründung finden Sie in der wohl formulierten Argumentation im Motionstext. Wir, die Unterzeichner der Motion, danken dem Gemeinderat für die ausführliche Antwort und stellen fest, dass unsere Ansichten in vielen Punkten übereinstimmen, beispielsweise in der Einschätzung der Wichtigkeit der Wasserkraft, dem wachsenden Bedürfnis nach ökologisch erzeugtem Strom und auch bezüglich der günstigen Marktaussichten für dieses Produkt. Biel bezieht pro Jahr zwischen 50 und 60 Mio. Kilowattstunden aus den Bielersee Kraftwerken. Zirka 20% des Bieler

Stromverbrauchs stammen somit aus eigener Produktion. Das Anliegen der Motionäre wäre es, die Möglichkeit zu erhalten, im gesellschaftlich so wichtigen Energiegeschäft mitzureden. Mit dem Vorstoss wollten wir erfahren, ob der Gemeinderat auch dieser Ansicht ist. In Anbetracht der enormen Kosten ist dies ja nicht so selbstverständlich. Insgesamt werden 150 Mio. Fr. benötigt, die Hälfte davon (also 75 Mio. Fr.) wären dann durch die Stadt Biel aufzubringen. Will das der Gemeinderat wirklich? Das ist die Grundfrage. Nach Lektüre der Antwort und Diskussionen mit den Exponenten kommen wir zum Schluss: Ja er will! Die Umwandlung in ein Postulat gibt natürlich zu denken. Will er wirklich? Warum will er nicht die Motion erheblich erklären? Wir verstehen aber die Argumente: Der Gemeinderat braucht mehr Informationen und vor allem braucht er Verhandlungsspielraum. Deshalb sind wir mit der Umwandlung der Motion in ein Postulat einverstanden. Die Verhandlungen finden mit einem sehr starken Partner statt. Es ist also wichtig, dort kompetent aufzutreten. Zudem geht es ja auch um die Mitsprache im Verwaltungsrat. Mit 50% kann Biel zumindest theoretisch mitbestimmen. Praktisch kann die Stadt dies aber erst, wenn sie durch fachlich und politisch kompetente, starke Persönlichkeiten vertreten ist - durch echte Vertreter der städtischen Interessen, die sich nicht über den Tisch ziehen lassen. Es ist ja so (für Insider), dass das Präsidium dieses Verwaltungsrats seit Jahren durch die BKW gestellt wird. Deshalb ist eigentlich die Machtfrage erledigt: Immer wenn Stimmgleichheit gegeben ist, bestimmt die BKW, was weiter geschehen soll. Deshalb sollte ein Bieler Präsidium beantragt werden. Ich weiss allerdings gar nicht, ob dies mit den Statuten vereinbar ist - ich hoffe es zumindest... Sollte dies nämlich der Fall sein, kann auch der zweite Punkt der Motion, also die Forderung nach dem Ökostrom, erfüllt werden.

Vielleicht ist aber Folgendes das Wichtigste: Sollte die Motion - wie beantragt - als Postulat erheblich erklärt werden, gibt der Stadtrat dem Gemeinderat ein Signal. Er kann mit der Unterstützung des Stadtrats rechnen, wenn dieses Geschäft im Stadtrat wieder auftaucht - und das wird es. Ich habe noch ein weiteres Anliegen: Man fragt sich natürlich (wie dies jeder intelligente Mensch tut), ob nicht das bestehende Kraftwerk revidiert, respektive ausgebaut werden könnte? Nicht mit der gleichen Leistung wie das vorliegende Riesenprojekt, aber zu wesentlich günstigerem Preis. Das fragt man sich und ich frage nun den Gemeinderat: Gibt es ein alternatives Projekt für eine Revision des bestehenden Kraftwerks? Wie hoch wären die diesbezüglichen Kosten. Und sind die Auflagen bezüglich Hochwasserschutzes mit dem alten Kraftwerk überhaupt erfüllbar...? Soweit meine Fragen. Ich hoffe auf eine positive Antwort.

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne Biel: Die Motion verlangt, dass die Beteiligung am Wasserkraftwerk Hagneck auf 50% belassen, und dass der produzierte Strom als Ökostrom zertifiziert wird. Die Fraktion der Grünen begrüsst beide Anliegen. Die Beteiligung am Wasserkraftwerk Hagneck ist uns vor allem aus folgenden Gründen wichtig: Einerseits erhält damit der ESB die Möglichkeit, sauberen Strom aus Wasserkraft anzubieten, andererseits kann so die Abhängigkeit von anderen Stromlieferanten reduziert werden. Die Antwort des Gemeinderats wurde im Dezember verabschiedet. Die Fraktion der Grünen würde gerne erfahren, was der heutige Stand des Projekts ist. Danke für diese Informationen und für das Zuhören.

Arnold Marc, SP: Ich denke, der Gemeinderat kann gar nicht anders, als die Beteiligung bei 50% zu belassen, sonst würde er das Gesicht verlieren. Schliesslich hat der frühere (Vorvor-) Gemeinderat die Beteiligung von 50% gerichtlich erstritten. Damals wollte die BKW der Stadt Biel diese Beteiligung nämlich nicht einräumen. So musste Biel das Gericht anrufen und dieses Recht erzwingen. Andererseits ist auch die Präsidiumsfrage geregelt: Dieses soll nämlich alternierend ausgeübt werden. Es ist allerdings am Gemeinderat, diesen Anspruch auch wahrzunehmen.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Ich danke vielmals für den Vorstoss. Es ist tatsächlich so, dass der Stadtrat hier ein Zeichen setzen könnte, welches auch für den Gemeinderat ein wichtiges Signal darstellt. Ich bin also nicht unglücklich über die vorliegende Motion, ob der Vorstoss nun als Motion oder als Postulat überwiesen wird, spielt keine grosse Rolle. Der Gemeinderat schreibt in seiner Antwort leicht verklausuliert (aber immerhin), dass er sich vorstellen kann, die Beteiligung von 50% am Kraftwerk Hagneck zu halten, aber auch, dass er zertifiziertes Ökostrom aus diesem Kraftwerk begrüsst. Nun ist es eine Tatsache, dass der Gemeinderat bisher noch keine Beschlüsse gefasst hat, weil noch zu wenige Informationen vorliegen. Insbesondere fehlen Zahlen über die mutmasslichen Kosten. Es wurde zwar eine Zahl genannt, diese ist aber sehr unpräzise. Nicht nur zum Betrag, auch zum Projekt selber fehlen noch Informationen. Es ist anzustreben, die Beteiligung der Stadt Biel an den Kosten möglichst niedrig, aber fair zu halten. Gutes Verhandlungsgeschick ist also gefragt. Es ist aber dem Gemeinderat wichtig, dass die Wasserkraft gefördert wird, dies kann ich hier sicher sagen. Dennoch: Der Gemeinderat hat noch keine offiziellen Beschlüsse gefasst, weil das Dossier noch nicht antragsreif ist. Es ist aber vorgesehen, das Geschäft zu Beginn des nächsten Jahres zu behandeln und voraussichtlich im Sommer 2010 dem Volk vorzulegen. Herr Isler hat die Rolle der Stadt im Verwaltungsrat angesprochen. Dazu möchte ich noch nicht allzu viele Worte verlieren. Ich werde meinen Vorgänger nächstens im Verwaltungsrat ablösen, war aber bisher noch nicht dabei, habe vielmehr im Hintergrund erste Kontakte mit der BKW geknüpft. Es ist mir natürlich auch wichtig, mich vorher mit dem Projekt vertraut zu machen.

Das vorliegende Projekt weist viele Vorteile auf, beispielsweise bezüglich des Hochwasserschutzes (dazu war noch eine Frage offen). Das neue Kraftwerk wird eine wesentlich höhere Durchlasskapazität aufweisen, womit ein maximaler Hochwasserschutz gewährleistet sein sollte. Dies ist heute nicht der Fall. Was die Fragen anbelangt, ob ein Parallelprojekt geprüft wurde, oder ob es nicht günstiger sei, das heutige Kraftwerk zu sanieren, kann ich nur sagen, dass dies keine Optionen waren. Geplant ist tatsächlich ein neues Kraftwerk. Ein neuer "Staudamm" - wenn ich so sagen darf - soll gebaut werden. Das alte Turbinenhaus soll allerdings stehen gelassen werden. Dies ist der heutige Stand des Projekts. Ein Alternativprojekt zum heute vorliegenden wurde also nicht geprüft, weil das heutige den Anforderungen an den Hochwasserschutz nicht genügt. Das ist beim neuen der Fall. Daneben gibt es aber auch noch andere Gründe, die für das heutige Projekt sprechen: Das Kraftwerk wird inskünftig nämlich auch mehr Kapazität aufweisen. Im Vergleich zu heute kann insgesamt 40% mehr Strom gewonnen werden. Das bedeutet für die Stadt Biel, dass heute rund 20% ihres Strombedarfs aus Werken der BIK (Wasserkraft) gedeckt werden können. Nachher wird der Anteil auf 26% unseres Bedarfs ansteigen. Meines Erachtens macht es Sinn, das Wasser bei Hagneck optimal zu nutzen. Damit kommt Biel - angesichts der knapper werdenden Ressourcen - relativ günstig zu

erneuerbaren Energien. Es ist natürlich klar, dass sich unserer Stadt mit der Sanierung, bzw. dem Neubau, des Kraftwerks eine einmalige Chance bietet.

Frau Rüfenacht fragte, welches der heutige Stand des Projekts sei (die Beantwortung stammt ja noch aus dem letzten Jahr). Im Dezember 2008 stellten die BIK beim kantonalen Amt für Wasser und Abfall (AWA) ein Konzessionserneuerungsgesuch. Dieses wird im Moment geprüft, was noch etwas dauern kann. Gleichzeitig wird das Projekt vorangetrieben, die Detailplanung an die Hand genommen und die massgeblichen Kosten berechnet. Der Gemeinderat rechnet mit ersten Resultaten bis Ende Jahr. Anschliessend wird er zuhänden des Stadtrats einen Antrag stellen können. Der Gemeinderat hat in seiner Antwort aber bereits erwähnt (und Neues ist mir nicht zu Ohren kommen), dass er keine anderslautende Absicht bezüglich der Beteiligung von 50% am Kraftwerk hegt und sich hinter das neue Projekt. Ferner kann er sich gut vorstellen, den Wasserstrom auch zu zertifizieren.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

78. Motion 20080296, René Eschmann, UDC, "Plus de cortèges à Bienne?"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion et de la radier du rôle comme étant réalisée.

Eschmann René, SVP: Ich denke der Eine oder Andere, welcher den Titel des Vorstosses gelesen hat, mag bei sich gedacht haben, was dieser Vorstoss wohl soll, so etwas Einfaches hätte man doch auch anders regeln können. Auch ich dachte dies und wollte das Problem anders bereinigen. Deshalb nahm ich mit der Baudirektion Kontakt auf. Das Anliegen dieses Vorstosses ist letztlich doch nicht eine ganz einfache Angelegenheit. Biel lebt ein wenig von den verschiedenen Events, wie beispielsweise die Fasnacht, der Inline Marathon oder der 100 Kilometerlauf. Bestimmte Streckenführungen sind für die Stadt wichtig. Die Unionsgasse ist gar eine innerstädtische Schlüsselstelle. Als wir 2004 über die Entwicklung in diesem Gebiet befanden, stellte sich die Thematik noch nicht. Weil sich in der Zwischenzeit aber die Situation im Verkehrsbereich verändert hat, habe ich mir erlaubt, der Baudirektion die Frage nach einer Neubeurteilung zu stellen. Ein Telefongespräch und eine E-Mail haben dann aber gezeigt, dass keine Kooperationsbereitschaft herrscht. Aus diesem Grund habe ich den vorliegenden Vorstoss eingereicht. In der Zwischenzeit hat nun aber in der Baudirektion ein Meinungsumschwung stattgefunden. Ich möchte die Gelegenheit daher wahrnehmen, um mich zu bedanken, dass dem Wunsch der Unterzeichnenden dennoch entsprochen wurde. Ich kann Ihnen ehrlich sagen: Wenn diese Anlässe in der Stadt nicht mehr hätten stattfinden können, wäre dies für Biel ein grosser Verlust gewesen. Aufgrund des Verkehrs wären in Umzüge wie die Fasnacht mit einer anderen Streckenführung schlicht nicht durchführbar. Diese Anlässe würden ganz klar fehlen. In diesem Sinne danke ich dem Gemeinderat. Nach einer Beurteilung der Sachlage vor Ort mit den entsprechenden Organisatoren und Betroffenen bin ich befriedigt von der Antwort und danke für den geleisteten Einsatz.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

79. Motion interpartis 20080297, Patrick Calegari, UDC, Pascal Fischer, PSL, "Interdiction d'accès aux immeubles abandonnés avant démolition"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Fischer Pascal, FPS: Mit der vom Gemeinderat verfassten Beantwortung sind wir nicht einverstanden. Wenn der Gemeinderat etwas hätte tun wollen, hätte er mehr aus dieser Motion machen können - sowohl für das Stadtbild als auch für die Sicherheit der Bieler Bevölkerung. Ich möchte nicht, dass das Gleiche passiert wie in Bern, wo ein junges Mädchen zu Tode gestürzt ist. **Die Motionäre ziehen daher Ihre Motion zurück** und werden einen neuen Vorstoss einreichen.

80. Motion interpartis 20080225, Ariane Tonon, Les Verts Bienne, Émilie Moeschler, Groupe socialiste, "Droit de préemption accordé par le Conseil municipal à l'Association CAJ en cas de vente de la Villa Fantaisie"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 9)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Nous remercions le Conseil municipal de ses réponses, qui suscitent quelques questions. Le Conseil municipal s'engage à ce que le CAJ (Centre autonome de jeunesse) puisse rester dans la "Villa Fantaisie" jusqu'à ce que la surface de compensation à la Coupole soit prête pour l'emménagement:

Y aura-t-il des travaux d'entretien de la maison et dans quelle mesure la Ville s'engage-t-elle à donner les moyens au CAJ de pouvoir effectuer ces réparations (par exemple les canalisations ou d'autres choses de cet ordre-là)?

Concernant la deuxième question, le Conseil municipal fait mention d'échanges de discussions avec le CAJ. Apparemment, depuis l'été 2008, il n'y a plus eu de rencontre entre la Ville et le CAJ:

Dans quel délai le Conseil municipal s'engage-t-il à rencontrer le CAJ pour ouvrir ou continuer la discussion sur la surface de compensation?

Actuellement on parle des nouveaux projets de l'Esplanade. Nous avons reçu les dossiers dans la boîte aux lettres ce matin et les médias en parlent. La Coupole reste au milieu des projections de nouvelles architectures et on peut deviner une annexe, qui peut laisser penser que le Conseil municipal tient ses paroles. Je m'en réjouis.

Je demande au Conseil municipal de répondre aux questions suivantes:

- Dans quel délai le CAJ peut s'attendre à ce que la Ville le rencontre pour discuter du type de bâtiment de remplacement?
- Y aura-t-il un concours d'architecture.
- L'annexe à la Coupole fera-t-elle partie de ce concours d'architecture.
- L'annexe à la Coupole aura-t-elle le même style architectural que la nouvelle Administration de la Ville de Bienne (je trouverais ceci assez déplacé)?

Finalement, nous demandons d'accorder un droit de préemption au CAJ, en cas de vente de la "Villa Fantaisie". Je crois que le contexte a changé. La situation n'est plus la même et c'est pourquoi **nous retirons notre motion**. Je vous remercie de votre attention.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Il n'y a plus d'objet, pourtant plusieurs questions ont été posées. Le Conseil municipal peut-il répondre? ... *Agitation dans la salle...* Nous passons donc au point suivant. ...*Agitation dans la salle...* Ceci sera une déclaration personnelle du Conseil municipal.

Stöckli Hans, directeur des finances: Je félicite le Président de la manière dont il gère cette séance du Conseil de ville. Madame Moeschler, le retrait de votre motion m'interdit de répondre à vos questions. Vous devriez dire: "*Selon les réponses que vous me donnerez, je serai prête à retirer la motion*". Si vous changez votre prise de position de cette manière, je pourrai répondre à vos questions.

Moeschler Émilie, PSR: J'invite le Conseil municipal à répondre à mes questions. Suivant les réponses, nous réfléchissons à notre position... *rire dans la salle...*

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich halte mich ganz kurz. Ich finde, dass es um eine wichtige Diskussion geht - verzeihen Sie mir bitte, dass ich es vorher auf die "lustige Tour" versucht habe...

1. Der Gemeinderat hat gute Gespräche mit den Vertretern des AJZ (Autonomen Jugendzentrums) geführt. Ich kann Ihnen hier versichern, dass der Gemeinderat klar die Meinung vertritt, dass das AJZ an diesem Standort verbleiben sollte. Dies ist keine Frage. Die Unterlagen, welche Sie heute erhalten haben, bestätigen diese Haltung.
2. Der Gemeinderat ist absolut bereit, die Ersatzflächen für die Villa Fantaisie im Bereich des AJZ vorzusehen. Es ist nicht vorgesehen, dass die Erweiterung des AJZ von den gleichen architektonischen Aspekten wie das zentrale Verwaltungsgebäude geprägt sein wird. Sie werden dies den Unterlagen dann entnehmen können und wir werden Sie am Schluss der Sitzung auch noch dazu informieren. Es soll eine Informationsveranstaltung abgehalten werden. Mit der Ausschreibung des Wettbewerbs sollen auch Gestaltungsrichtlinien erlassen werden, welche zweifellos auch in Bezug auf das AJZ von Bedeutung sein werden.
3. Offen ist noch die Frage nach der Grösse der Kompensation: "Underground yes or no". Es ist allerdings so, dass mit den Vertretern des AJZ auch eine eventuelle Aussiedlung in ein anderes Quartier diskutiert wurde. Deren Antwort war jedoch klar negativ. Ich kann daher bestätigen, dass die ganze Esplanade-Planung vom Weiterbestehen des AJZ am heutigen Ort ausgeht.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Les réponses ont été données.
Madame Moeschler retire la motion 20080225.

81. Interpellation 20080332, Pascal Fischer, PSL, ""Attaque" de Bienne par les gens du voyage"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 10)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Fischer Pascal, FPS: Heute war ich zweimal nett, ab jetzt muss ich aber wieder zweimal schimpfen... Schon bei der Lektüre des ersten Satzes der gemeinderätlichen Antwort *"Fahrende sind eine Bevölkerungsgruppe mit einer besonderen kulturellen Identität, die sich insbesondere durch ihr Nomadentum auszeichnet. Ihre Lebensweise ... verdient auch unseren Respekt"* wusste ich, dass ich mit dieser Antwort nicht zufrieden sein würde. Fahrende dürfen nicht diskriminiert, sondern müssen geschützt werden. Nicht die Einheimischen sollen vor den Fremden, sondern die Fremden sollen vor den Einheimischen geschützt werden! Hierbei handelt es sich nicht nur um einen Bieler, sondern um ein gesamtschweizerisches Problem. Laut Gemeinderat müssen sich die Fahrenden an unsere geltenden Regeln und an die Rechtsordnung halten. Mit Ausnahme davon, dass sie sich an den hier geltenden Rechtsverkehr gehalten haben, haben sie sich aber an nichts gehalten! Es handelt sich nur um eine Ausrede des Gemeinderats, dass dieses Mal die Zeit nicht ausgereicht habe, die Fahrenden an der Stadtgrenze abzuholen. Meines Wissens fand an besagtem Datum keine grössere polizeiliche Aktion statt. Ich habe jedenfalls nichts von einem Banküberfall oder einer grossflächigen Drogenringsprengung gehört... Es ist nicht gelungen, die Fahrenden zum sofortigen Verlassen des Platzes zu bewegen. Es ist doch gut zu wissen, dass man in Biel nichts muss, wenn man nicht will... Ich werde mich daran erinnern, wenn mir die nächste Steuerrechnung ins Haus flattert. Übrigens befanden sich zwei TOI TOI Toiletten auf diesem Standplatz, lieber Gemeinderat. Die Fahrenden zogen es aber vor, ihr Geschäft lieber auf einem Garagenvorplatz zu verrichten. Die Aussage, es gehöre zum Standard, dass Fahrenden eine Mulde zur Verfügung gestellt wird, damit die Bevölkerung nicht ihren Dreck zusammenkehren müsse, schlägt dem Fass den Boden aus. Die Bieler Steuerzahlenden zahlen eine Abfallgebühr. Warum stellt man nicht auch uns eine Mulde zur Verfügung? Der Muldenservice ohne Verbrennungskosten (wie ich annehme) sowie die Reinigung des Vorplatzes der Euro Garage, kostete Fr. 880.98. Die Stadt verlangte von den Fahrenden aber gerade einmal Fr. 600.–. Das war wirklich ein gutes Geschäft. Kommt hinzu, dass ich, wenn ich mir durch Aufbrechen Zugang zu einem abgesperrten Gebiet verschaffen würde, wegen Landfriedensbruch und wegen mutwilligen Zerstörens von fremdem Eigentums belangt würde. Das, lieber Gemeinderat, hat nichts, aber auch wirklich gar nichts mit den hier geltenden Regeln und Recht zu tun. Der Gemeinderat sagt zwar im der Beantwortung des nächsten Vorstosses auf der Traktandenliste (Interpellation 20080333 Muriel Beck Kadima "Niederschwellige Interventionseinheit") selber, die Polizei habe Einschränkungen der öffentlichen Ordnung zu verhindern und sei darüber hinaus grundsätzlich verpflichtet, jede Art Gesetzeswidrigkeit zu ahnden. Damit stimmt aber auch die Schlussbemerkung der Beantwortung meiner Interpellation nicht, nämlich

dass alle vor dem Gesetz gleich sind. Der Gemeinderat schreibt nämlich, er sehe *"im vorliegenden Fall keine Verletzung des erwähnten Satzes, weil die Fahrenden in Biel von den zuständigen Polizeioorganen stets nach dem gleichen Verfahren behandelt werden"*. Die Fahrenden schon - aber die Bieler...?! Danke.

Beck Kadima Muriel, Grüne Biel: Ich begrüsse die Antwort des Gemeinderats auf die Interpellation von Herrn Fischer, weil sie klar zum Ausdruck bringt, dass Fahrende nicht diskriminiert werden sollen und vor Diskriminierung zu schützen sind. Damit respektiert Biel das internationale Recht und die Menschenrechte. Auch finde ich es erfreulich, dass eine Lösungsfindung bei allfälligen Problemen im Dialog erfolgt. Es ist unannehmbar, dass von "Überfall" gesprochen wird, wenn von einer Gruppe Menschen die Rede ist, die nur einen anderen Lebensstil pflegt als wir! Sie haben unseren Respekt genauso verdient, wie Sesshafte. Von "Überfall" zu reden ist nicht nur despektierlich, sondern auch lächerlich. Indessen verstehe ich, dass Situationen wie jene im letzten Herbst Ressentiments hervorrufen können, und dass die Situation im konkreten Fall wahrscheinlich unsere Gesetzgebung nicht voll respektierte. Diese Situation zeigt aber auch auf, dass Biel bei der Ankunft von Fahrenden nicht so vorbereitet ist, dass sowohl die ansässige Bevölkerung ungestört bleibt, als auch den Fahrenden ein würdiger Platz für ihren Aufenthalt, bzw. für ihre Durchfahrt, angeboten werden kann. Sowohl sesshafter wie fahrender Lebensweise soll in unserer Stadt mit friedlichem Zusammenleben gebührend begegnet werden können. Beide sollen den von ihnen benötigten Lebensraum erhalten. Mit dem Frühling und dem nahenden Sommer ist nicht ausgeschlossen, dass es wieder zu einem Besuch von Fahrenden in unserer Gegend kommen wird. Deshalb sollte so rasch als möglich der nötige Raum dafür geschaffen werden.

Gemäss meinem Kenntnisstand wurde im Jahr 1996 das letzte Mal mittels Postulat von Markus Habegger (notabene damals von der damaligen Freiheitspartei) ein definitiver Standort für Fahrende gefordert (19960584 "Definitiver Standort zur Benützung für Fahrende"). Der Gemeinderat beantragte am 8. August 1997, diesen konstruktiven Vorschlag nicht erheblich zu erklären - wobei aus der Antwort klar ersichtlich war, dass der Gemeinderat vor allem die Weiterfahrt der Fahrenden anstrebte. Auch wollte er die Erfahrungen der Stadt Bern im Zusammenhang mit dem dortigen Standplatz abwarten. Der Stadtrat erklärte dieses Postulat an seiner Sitzung vom 18. September 1997 - entgegen dem Antrag des Gemeinderats - erheblich. Am 18. August 2005 (!) schlug der Gemeinderat sodann dem Stadtrat vor, das Postulat als "nicht erfüllbar" abzuschreiben, weil es trotz intensiver Suche seitens der Stadt nicht gelungen sei, einen geeigneten Standort für einen Standplatz zu finden. Daraus ergibt sich, dass sich der Stadtrat seit Jahrzehnten immer wieder mit demselben Dilemma oder Problem konfrontiert sieht: Fahrende kommen nach Biel, verursachen mangels eines geeigneten Durchgangsplatzes Konflikte, welche aber scheinbar nicht ernsthaft angegangen werden.

Lassen Sie mich auch noch kurz erklären, dass es für Fahrende insbesondere Durchgangsplätze mit einer minimalen Infrastruktur braucht. Plätze also, die ihnen einen kurzfristigen Aufenthalt in Biel oder der Umgebung ermöglichen. Standplätze hingegen, die vor allem im Winter für eine würdige Überwinterung genutzt werden und deshalb auch eine umfangreichere Infrastruktur erfordern, wären in Biel zurzeit nicht dringend notwendig. In diesem Sinn habe ich heute ein Postulat für die Schaffung eines Durchgangsplatzes für Fahrende eingereicht. Die im Jahr 1997

geschaffene Stiftung "Zukunft für Schweizer Fahrende" sowie die seit 1975 bestehende Dachorganisation von Schweizer Jenischen, die "Radgenossenschaft der Landstrasse" (Schweizer Jenische sind nur teilweise Fahrende, kümmern sich aber dennoch um diese Anliegen), werden dabei sicher gerne beratend tätig sein. Nehmen wir doch die Bedürfnisse der Fahrenden als nationale Minderheit in der Schweiz und deren Wunsch, ihre traditionelle Lebensform und -kultur frei leben zu können, ernst und respektieren nicht nur bei der Schrottbare andere Lebensweisen! Danke für Ihre Aufmerksamkeit.

Baltzer Niklaus, SP: Ich möchte mich relativ kurz fassen, weil Frau Beck bereits ausführlich dargelegt hat, was auch die Fraktion SP denkt. Inhaltlich möchten wir auf die Angelegenheit gar nicht eingehen, aber dennoch festhalten, dass meine Fraktion davon überzeugt ist, dass die Interpellation sich im Ton vergriffen hat. Gerade bei einem solchen, einigermaßen heiklen Thema sollte auch von einer rechten Partei erwartet werden dürfen, dass sie sich sachlich und konstruktiv verhält. Danke vielmals.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Auch dem Gemeinderat war es wichtig, möglichst sachlich zu argumentieren. Er wollte aber am Anfang klar festhalten, dass er gegen jegliche Diskriminierung der fahrenden Bevölkerung ist. Aus diesem Grund finden Sie eine Einleitung, die (zumindest bei den Unterzeichnenden) keine grosse Freude hervorgerufen hat. Das Leben verläuft nicht immer in gleichen Bahnen und es gibt verschiedene Lebensformen. Heute waren beispielsweise Personen aus dem Umkreis Tulpenweg als Zuschauer anwesend, daneben gibt es Fahrende und viele andere Lebensformen. Für die Stadt Biel ist es wichtig, dass sich die verschiedenen Lebensformen an einen gewissen Rahmen halten und diesen respektieren. Wichtig ist der Stadt Biel ferner, dass zuerst der Dialog gesucht wird. Man möchte also nicht einfach für einen Konvoi sorgen, um die Fahrenden auf ihrer Durchfahrt zu begleiten. Wenn die Fahrenden mit einer Begleitung einverstanden sind, bin ich zwar froh (das gebe ich zu) und zwar aus dem einfachen Grund, weil Biel keinen Standplatz hat. Bis es soweit ist, scheint mir aber auch klar zu sein, dass es weiterhin zu Problemen kommt. Auch wenn die Weiterfahrt der Fahrenden angestrebt wird, ist es doch so, dass niemandem untersagt werden darf, in der Stadt Biel anzuhalten. Der Gemeinderat möchte also die verschiedenen Lebensstile respektieren und vor allem auch den Dialog suchen. Tatsächlich ist es so, dass es immer wieder zu Konflikten kommt - Frau Beck hat es bereits erwähnt. Der Gemeinderat möchte dies hier nicht schönreden. Die Vorstösse von Herrn Habegger und Frau Beck sind sicher sehr diskussionswürdig und der Gemeinderat wird bestimmt noch einmal überlegen müssen, ob er nicht einen Standort findet, welcher von den Fahrenden genutzt werden kann. Diesfalls könnten nämlich die sich zwangsläufig stellenden Probleme gelöst werden, wie beispielsweise das rasche zur Verfügung Stellen von Infrastruktur oder eventuelle finanzielle Ausfälle (wobei die aktuell genannten Fr. 280.– wirklich keine grosse Summe darstellen). Meiner Meinung nach muss das Thema noch einmal angegangen werden und ich schätze es daher, dass dieser Fall hier thematisiert wurde, auch wenn ich mir gewünscht hätte, dass dies in einem anderen Ton und respektvoller getan worden wäre. Dies wurde im Parlament ja auch bereits gesagt. Diese Personen haben nämlich ebenso ein Recht, sich hier aufzuhalten, wie wir alle. Danke.

Fischer Pascal, FPS: Ich habe die Fahrenden keineswegs als Kriminelle oder Ähnliches bezeichnet! Ich habe lediglich gesagt, dass sie sich im Prinzip an unser Rechtssystem zu halten haben und wir uns nicht ihnen anpassen sollen. Franken 280.– sind tatsächlich nicht viel, dies ist mir ebenfalls klar, denn wir haben hier ja schon ganz andere Summen in den Sand gesetzt. Ich sage aber ganz klar: Ich habe die Fahrenden nicht diskriminiert! Ich denke aber auch, dass diese hier Messer schleifen und Teppiche verkaufen sowie dies und jenes tun, wobei sie keine Mehrwertsteuer entrichten (vielleicht fällt ihre Tätigkeit zwar nicht unter diese Bestimmung), sicher aber zahlen sie hier keine Steuern, kurz sie zahlen gar nichts... Sie kommen nur, nehmen und gehen wieder. Diese Aussage hat aber nichts mit Diskriminierung zu tun. Es geht lediglich darum, sie darauf hinzuweisen, dass sie sich in Biel befinden und hier Gesetze herrschen, nach welchen sie sich richten sollen. Wenn sie dies tun, können sie 10 Tage bleiben. Dies war der Sinn meines Vorstosses und nicht, dass ich mich im Ton vergreifen wollte, oder den Fahrenden den Tod wünsche...!

Nicati Alain, PRR: C'est une remarque qui n'a rien à faire avec l'objet que nous traitons. Les parlementaires romands essayent, lors des séances du Conseil de ville, d'utiliser un vocabulaire que tout le monde peut comprendre. C'est pourquoi, j'aimerais faire un appel de la part des romands, afin que nous maintenions le "Mundart" et que nous ne dérapions pas dans la grammaire allemande. Nous avons déjà assez à faire avec deux langues, n'en utilisons donc pas trois!

82. Interpellation 20080333, Muriel Beck Kadima, Les Verts Bienne, "Unité d'intervention d'accès facile"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 11)

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

Beck Kadima Muriel, Grüne Biel: Je suis désolée, mais il y a des romands qui préfèrent le bon allemand... Je vais donc encore une fois parler en bon allemand, mais peut-être que pour la prochaine fois, je vais préparer tout en français, ce sera plus simple. Ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort auf meine Interpellation. Ich stellte damals meine Fragen, weil ich der SIP Biel (niederschwellige Interventionseinheit "Sicherheit, Intervention, Prävention Biel") eher kritisch gegenüberstehe. Insbesondere befürchtete ich, dass die SIP ihr ordnungsdienstliches Ziel nicht erreichen dürfte, wenn sie in enger Zusammenarbeit mit der Polizei vorgeht, bzw. die Abgrenzung zwischen ihr und der Polizei unklar ist. Um ihr Ziel zu erreichen, wird es nämlich zentral sein, dass die SIP Vertrauen schaffen kann. Wird sie als der verlängerte Arm, bzw. als das liebe Gesicht der oft als böse eingestuften Polizei betrachtet, könnte sie gar zur Eskalation von Konflikten reizen, anstatt beruhigend auf potenzielle Unruhestifter zu wirken. Aus diesem Grund erachte ich es als sehr wichtig, dass die Personen, die als SIP auftreten, ein sehr klares Pflichtenheft haben (welches auch der Bevölkerung klar und transparent kommuniziert wird), dass die Mitarbeitenden SIP eine sehr gute Schulung erhalten, und dass sie verschiedene Gruppen und Milieus kennen oder gar repräsentieren, in denen sie aktiv werden könnten. Wichtig scheint mir auch, dass sie sich nicht als Sittenpolizei gebärden,

sondern ein offenes Ohr für die Anliegen der angesprochenen Personen haben werden. Sie sollten also nicht nur zurechtweisen, sondern versuchen, die Positionen der Anderen zu verstehen. Aus diesen Gründen hoffe ich zum Einen, dass das Detailkonzept, das in der Antwort des Gemeinderats zu Frage 6 erwähnt ist, in enger Zusammenarbeit mit SpezialistInnen der Konfliktbearbeitung und Prävention ausgearbeitet wurde. Zum Anderen bin ich der Meinung, dass in dieses Konzept auch die Zusammensetzung des Teams gehört. Deshalb bin ich mit der Antwort auf die Frage 9 nicht zufrieden. Die personelle Zusammensetzung soll nicht von den Bewerbungen abhängig gemacht, sondern im Voraus definiert werden. Dabei sollen mehrere Kompetenzen und Erfahrungen, bzw. Eigenheiten vertreten sein, wie beispielsweise Geschlecht, kultureller und sozialer Hintergrund, Alter, Kenntnisse über die definierten Problemfelder etc.

Ich möchte deshalb vom Gemeinderat wissen, ob es nicht möglich wäre, in diesem Sinne eine proaktive Personalpolitik zu betreiben. Schliesslich möchte ich noch fragen, ob beabsichtigt wird, die Bevölkerung in die Evaluation des Pilotprojekts einzubeziehen. Dabei meine ich sowohl die als problematisch definierten Gruppen, als auch jene, die sich von der SIP eine erhöhte Sicherheit in Biels Strassen versprechen. Es wäre doch wichtig zu erfahren, ob und wie sie die SIP wahrgenommen haben. Vielen Dank für die Beantwortung der Fragen und Ihre Aufmerksamkeit.

Bösch Andreas, Grüne Biel: Teilweise bin ich von diesem Geschäft direkt betroffen, weil ich auch schon erlebt habe, wie es sich auswirken kann, wenn eine Gemeinde private Sicherheitsdienste einsetzt. Vor allem im Winter bin ich oft in der Gemeinde Lauterbrunnen unterwegs. Diese hat die sogenannte "Mountain Security" angestellt. Diese patrouilliert auch in Wengen und Mürren, und zwar mit Kampfstiefeln, Arbeitshosen, Hemden mit Badges und mit "Mountain Security"-beschrifteten Jacken. Ihre Aufgabe besteht darin, in der Nacht für Ruhe zu sorgen. Sie übernehmen damit polizeiliche Aufgaben (auch hier in Biel kennen wir dies von der Securitas, die jedoch nur Parkvergehen für die Polizei ahndet). In vorliegendem Geschäft geht es aber nicht um polizeiliche Aufgaben, auch wenn man dies angesichts der damit befassten Direktion auf den ersten Blick denken könnte. In der Beantwortung steht "*intervenieren*" und "*patrouillieren*". Dies hat aber nichts mit polizeilichen Aufgaben zu tun. Dies wird klar, wenn man vernimmt, welche Personen für die SIP arbeiten sollen. Die SIP Mitarbeitenden verfügen über dieselben Rechte wie Sie und ich. Juristisch nennt man diese Rechte meines Wissens "Jedermanns Rechte". Diese gelten übrigens auch für Frauen und bedeuten, dass jede/r die/der etwas Illegales oder Störendes beobachtet, darauf hinweisen kann, dass dies verboten ist und die Störenfriede auffordern kann, diese Handlungen zu unterlassen oder die Polizei rufen und Anzeige erstatten kann. Mit Ausnahme einer Notrechtssituation darf also niemand festgehalten, kontrolliert oder durchsucht werden. Die SIP darf nicht mit solchen Aufgaben betraut werden, beispielsweise darf sie also nicht in Schlägereien eingreifen, es sei denn, es handle sich um Notrecht. Deshalb ist es für mich klar, dass die Uniform lediglich eine einheitliche Kleidung darstellt. Heutzutage muss man sich bei einem Clubbesuch Einiges von den privaten Securities gefallen lassen. Diese wenden auch schon mal Gewalt an und werfen BesucherInnen hinaus oder konfiszieren Gras oder andere Drogen. Damit agieren sie in einer Grauzone, in welcher nicht klar geregelt ist, was erlaubt ist. Es ist daher sehr wichtig, dass die Aufgaben der SIP ganz klar geregelt werden, und dass auch dafür gesorgt wird, dass

deren Kompetenzen nicht in Richtung derjenigen der Polizei ausgestaltet werden. Ansonsten ist dieser Dienst meines Erachtens zum Scheitern verurteilt. Ich bin also gespannt auf die Erfahrungen, welche mit der SIP gemacht werden. Das Projekt scheint sehr gut eingebettet zu sein und nahe mit den StreetworkerInnen zusammenzuarbeiten. Zudem berücksichtigt es die Erfahrungen der StreetwokerInnen und anderer Gemeinden, die eine solche Truppe eingeführt haben.

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Danke für die zwar etwas kurze, aber interessante Diskussion. Die Sicherheitsdirektion befasst sich im Moment stark mit der SIP und wie diese aussehen soll. Was sie genau tun soll und was nicht, ist noch nicht bis ins letzte Detail definiert. Die Angelegenheit ist aber schon weiter gediehen als zum Zeitpunkt, als die Beantwortung geschrieben wurde. Vielleicht haben Sie heute im Journal du Jura gelesen, welches unsere heutigen Überlegungen sind. Diese sind dort recht gut wiedergegeben. Der Gemeinderat hat aber noch kein Konzept verabschiedet, hat ein solches noch gar nicht zur Kenntnis nehmen können. Vielmehr entnahm auch er die Informationen heute den Medien... Dies kann passieren. Der Gemeinderat wird ungefähr Mitte Mai über das weitgehend fertig erstellte Konzept debattieren und seine Meinung dazu abgeben können. Die beantragten Stellen der SIP sind zwar bereits beschlossen, aber bisher noch nicht frei gegeben worden. Zuerst muss bekannt sein, welche Aufgaben diese neuen Mitarbeitenden zu erfüllen haben, bevor die 300 Stellenprozente (die voraussichtlich von fünf Personen besetzt werden) freigegeben werden.

Die Frage stellt sich tatsächlich, was denn die SIP tut und was nicht. Sicher handelt es sich um keinen privaten Sicherheitsdienst. Es ist der Sicherheitsdirektion wichtig, dass diese Aufgabe städtisch bleibt. Ich persönlich bin gegenüber der Auslagerung von Sicherheitsaufgaben an Private eher kritisch eingestellt. Herr Bösch hat richtig gesagt: Die SIP hat nicht polizeiliche Aufgaben im engeren Sinn wahrzunehmen; insbesondere kann sie keine Vergehen ahnden, keine Bussen aussprechen, niemanden verhaften oder anzeigen und sie ist auch nicht bewaffnet. Überall dort, wo solche Interventionen angezeigt sind, muss Police Berne eingreifen. Beispielsweise bei den erwähnten Schlägereien macht der Einsatz der SIP keinen Sinn, denn wenn die Vermittlung nicht mehr möglich ist, muss die Polizei geholt werden. Zur Selbstverteidigung wird die SIP voraussichtlich zwar mit einem Pfefferspray ausgestattet, ansonsten ist aber nichts Weiteres vorgesehen. Die Sicherheitsdirektion stützte sich bei ihrer Beurteilung vor allem auf die Erfahrungen der Stadt Luzern. Eine SIP gibt es bereits in verschiedenen Städten, allerdings mit sehr unterschiedlichem Erfolg, ja gar mit Misserfolg. Eine SIP ist nicht *das* Allerheilmittel. Hingegen ist die Sicherheitsdirektion davon überzeugt, dass die Zusammenarbeit gut funktionieren wird. Kontakte, um diese zu regeln, wurden bereits früh aufgenommen, einerseits mit Police Berne, andererseits aber auch mit Streetwork und der Abteilung Jugend + Freizeit der Stadt, um auch diese Bedürfnisse einzubringen. Interessanterweise haben sich bisher alle Beteiligten vom Projekt begeistert gezeigt. Ich habe eher etwas mehr Widerstand erwartet - vor allem von Seiten von Streetwork. Dies blieb aber aus. Letztere sagen, dass es ausreichend sei, im öffentlichen Raum mit ordnenden Personen einzugreifen, welche mit den Leuten sprechen. Dies führe oft bereits zu einer Deeskalation. Viele Situationen, die zu Konflikten führen könnten, können also auf diese Weise bereits im Vornherein abgefangen werden und im Dialog kann nach Lösungen gesucht werden. Wichtig ist, wie Frau Beck erwähnt hat, dass Vertrauen geschaffen wird. Dies geht aber nur, wenn die SIP keine Ahndungskompetenz hat.

Zum Pflichtenheft, der guten Schulung der SIP sowie zu den Aspekten um die Beantwortung von Ziffer 9: Hier kann ich nur sagen, dass zum Zeitpunkt der Beantwortung noch nicht ganz bekannt war, wer der SIP angehören soll. Heute ist dies aber weitgehend klar. Gewünscht wird, dass dieser Einheit insbesondere auch ein Mitglied mit Migrationshintergrund angehört. Selbstverständlich sollen alle Mitglieder auch eine Ausbildung im Umgang mit Konfliktsituationen erhalten. Man kann nicht einfach irgendwelche Personen mit viel gutem Willen auf die Strasse schicken und ihnen sagen, sie sollen nach dem Rechten sehen und falls Konflikte auftauchen, sollten sie diese zu verhindern suchen. Dies käme unter Umständen einer Gefährdung solcher Personen gleich. Ausserdem könnte so viel Unheil angerichtet werden. Wichtig ist also, dass nur gut ausgebildete Personen eingesetzt werden, dass beide Geschlechter und beide Sprachen vertreten sind und die Mitarbeitenden nie alleine unterwegs sind (in Anlehnung an die Polizeiarbeit), um so verschiedene Kompetenzen abzudecken. Frau Beck stellte noch die Frage nach der Evaluation des Projekts und nach Einbezug der Bevölkerung: Dies nehme ich gerne auf. Bisher war dies nicht vorgesehen. Eine Evaluation ist jedoch geplant, da dieses Pilotprojekt vorderhand für zwei Jahre vorgesehen ist. Anschliessend soll geprüft werden, welche Auswirkungen das Projekt zeitigt, und ob es wirklich erfolgreich ist. Es kann sein, dass sich herausstellt, dass dieses Vorgehen nicht sinnvoll ist und besser bei der Kantonspolizei drei neue Stellen beantragt werden sollten. Dies ist durchaus möglich. Eine solche Schlussfolgerung kann ich aber heute noch nicht vorwegnehmen. Die Erfahrungen aus anderen Städten, (vor allem aus Luzern, wo die SIP ebenfalls der Sicherheitsdirektion unterstellt ist) sind aber sehr ermutigend. Gesucht werden Mitarbeitende, die den Dialog suchen, die aber auch Grenzen setzen können. Beides scheint mir wichtig. Wie Sie vernommen haben, sollen die SIP-Mitarbeitenden vorerst einmal in der Innenstadt tätig sein, eine Abdeckung der ganzen Stadt zurzeit noch nicht vorgesehen. Die SIP soll insbesondere an jenen Orten zirkulieren, wo es in der Vergangenheit immer wieder zu Konflikten kam. Es kann aber auch einmal eine Präsenz vor dem Yucca sein, dies ist nicht auszuschliessen. Der Einsatz soll jeweils in Absprache mit Streetwork und Police Berne erfolgen. Soviel zum Konzept, wie es von der Sicherheitsdirektion angedacht wurde. Es bleibt abzuwarten, was der Gemeinderat dazu meint. Anschliessend werden die weiteren Schritte in geeigneter Form kommuniziert werden, denn die SIP ist etwas Neues, bisher in Biel noch nicht Bekanntes. In einem nächsten Schritt gilt es zu überlegen, wie der städtischen Bevölkerung die Mitarbeitenden der SIP präsentiert werden sollen. Ich freue mich auf das Projekt und verspreche mir etwas davon. Gleichzeitig möchte ich aber auch realistisch bleiben und eine saubere Evaluation vornehmen, um das weitere Vorgehen abzustimmen.

83. Interpellation 20080356, Marc Arnold, SP, "Baisse du prix du gaz naturel"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 12)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Arnold Marc, SP: Der Gemeinderat teilte der Öffentlichkeit am 26. November 2008 und am 10. Dezember 2008 (nach Einreichung meiner Interpellation) mittels Bieler

Amtsanzeiger mit, dass der Erdgaspreis auf den 1. Januar 2009 um insgesamt 0,6 Rappen pro kWh gesenkt wird. Für diese Senkung bin ich und die anderen ErdgasverbraucherInnen dem Gemeinderat dankbar. Die erwähnte Publikation ist jedoch rein technisch abgefasst und für die VerbraucherInnen zu wenig aussagekräftig. Die VerbraucherInnen können damit nicht viel anfangen, bzw. sie können diese insbesondere nicht vergleichen. Ich möchte daher vom Gemeinderat wissen, mit welchen Ersparnissen ein durchschnittlicher Haushalt in Franken oder Prozenten rechnen kann. Die Basler Regierung hat den Erdgaspreis auf den 1. April 2009 noch einmal reduziert, Gleiches gilt für die Stadt Winterthur. In beiden Städten beträgt die Reduktion 16%, dies macht ungefähr Fr. 350.– bis Fr. 400.– pro Haushalt aus. Von mir aus gesehen liegen beim ESB noch beträchtliche Reserven. Ich möchte daher vom Gemeinderat wissen, ob und wann eine weitere Reduktion des Erdgaspreises wie in den genannten Städten vorgesehen ist, und wie diese der Bevölkerung transparent mitgeteilt wird. Ich danke dem Gemeinderat, behalte mir aber allenfalls einen weiteren Vorstoss vor.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Der Gemeinderat handhabt es in der Praxis so, dass er Preissenkungen, bzw. -erhöhungen der Kundschaft weitergibt, wenn er Erdgas günstiger einkaufen kann (aber auch wenn er es teurer einkaufen muss). Der ESB, bzw. der Gemeinderat, macht damit die Auf- und Abwärtsbewegungen des Erdgaspreises mit. Herr Arnold, Sie haben mir eine Frage gestellt, welche ich gerne bereits im Vorfeld vernommen hätte. Wie viel die Preissenkung pro Haushalt genau ausmacht, kann ich heute nicht sagen. Darf ich Sie bitten, mir ein Mail zu senden? Ich werde dieses selbstverständlich beantworten...

Was die Frage nach einer erneuten Preissenkung anbelangt, so kann ich sagen, dass nächste Woche eine Sitzung dazu stattfindet. Der Gasverbund Mittelland, dessen Verwaltungsrat ich neu angehöre, wird sich dazu äussern, und auch der Gemeinderat wird dies tun. Im Moment sieht es so aus, als würde eine zweite Senkung bevorstehen, die wir zu gegebener Zeit selbstverständlich wieder kommunizieren werden.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Le point 20 (postulat urgent 20090026) est renvoyé à la prochaine séance.

84. Postulat 20080266, Alain Nicati, Forum Biel/Bienne, "Entretien de la salle mixte du Palace"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 13)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Nicati Alain, PRR: Le postulat demandait que le Conseil municipal prenne en main le problème d'entretien de la salle mixte du Palace. Merci au Conseil municipal de l'avoir fait. Il a entrepris les démarches nécessaires pour déterminer le coût et également pour régler la manière d'utiliser cette salle. D'après la réponse du Conseil municipal, je crois que les mesures ont été prises pour la remise en bon état de la salle mixte du

Palace et pour que cet état puisse aussi être maintenu à l'avenir. Ce n'est pas tout de la remettre en état, mais il faut garantir de la garder en bon état. Le Conseil d'administration de la Société Théâtre Palace S.A. demandera des contributions d'investissement aux communes actionnaires et soumettra ensuite un rapport correspondant au Conseil municipal, à l'attention du Conseil de ville.

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle étant réalisé. Mais, il y a un petit problème: si mon épouse me fait remarquer que la cuisinière devrait être changée et que je lui réponds que c'est fait, car j'ai demandé un devis, ma femme me répondra qu'elle ne peut pas cuire avec un devis! Elle voulait une nouvelle cuisinière! C'est un peu le risque avec la réponse du Conseil municipal. Formellement, le postulat a reçu une réponse. Je suis d'accord avec la radiation du rôle, mais j'informe le Conseil municipal, qu'en automne ou l'année prochaine, je déposerai une interpellation pour demander l'état des travaux (ceci pour montrer au Conseil municipal ce qui peut se passer lorsqu'un objet est radié du rôle). Je vous remercie de votre attention.

Stöckli Hans, maire: Merci à l'intervenant, Monsieur Nicati, de suivre les propositions du Conseil municipal. Je peux confirmer que nous n'avons pas seulement un devis. Avant hier, le Conseil d'administration de la Société Théâtre Palace S.A. a voté le crédit nécessaire, pour que des travaux soient entrepris jusqu'à la saison 2009-2010 et ainsi assurer la situation, dans un état acceptable, afin que l'on puisse ensuite déterminer les besoins pour l'utilisation, pour les dix prochaines années. Le Conseil d'administration est aussi parti de l'idée, que la prochaine étape du Palace, qui a dix ans, suive l'exemple du dualisme (utilisation comme cinéma et d'autre part pour des manifestations culturelles). Le Conseil d'administration a mandaté un Groupe de travail pour lui fournir un projet qui permettra d'assurer la prochaine étape du développement du Palace. Il est prévu que ce projet soit voté à l'Assemblée générale, au mois de juin 2010. Ainsi, je dois préparer le Conseil de ville, le Conseil municipal et les communes actionnaires à être appelés à se prononcer concernant ce crédit, qui sera présenté au Conseil de ville de Bienne dans le courant de la deuxième partie de l'année 2010. Cette intervention est plus qu'un devis mais déjà au moins la chaudière ou le four!

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

85. Motion 20080295, Pierre Ogi, PSR, "Pour une retraite à la carte"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 14)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter comme tel.

Ogi Pierre, PSR: J'ai déposé une motion qui ne demandait pas l'âge de la retraite à 65 ans. J'ai demandé que l'âge de la retraite reste fixé à 63 ans mais que ce principe de base soit élargi, afin de rendre possible une retraite à la carte, si un collaborateur ou une collaboratrice le désire. Certaines personnes aimeraient pouvoir continuer à travailler, non pas parce qu'elles veulent absolument travailler car elles ne peuvent

pas arrêter, mais en raison des moyens financiers. Selon les certificats de la Caisse de pension, je devrais toucher à 65 ans une rente de 3'500 fr. par mois. Si je partirais à la retraite à 63 ans, j'aurais une rente mensuelle de 2'900 fr. et si je prends l'avance que la Caisse de pension m'offre, ma rente sera encore réduite de 100 fr. En deux ans, je perds 1/5^{ème} de ma pension à vie. Et encore, je suis contremaître et mieux payé que tous les ouvriers. Vous savez comme moi, que durant les dix dernières années, le supplément de l'augmentation du coût de la vie a été offert par le Conseil municipal, à titre gracieux. On sait que le coût de la vie ne sera jamais compensé, en tout cas pendant les vingt prochaines années. Si je demande que les collaborateurs et collaboratrices puissent travailler jusqu'à 65 ans, c'est parce qu'il y a un besoin. Mes collègues de travail me disent, que ce ne sera pas possible, s'ils doivent distribuer des journaux à 5 heures du matin, à 70 ans, pour pouvoir survivre! C'est vrai qu'une réduction de 20% de sa pension à vie représente une perte immense. Vous travaillez pendant 40 ans et les deux dernières années vous perdez 1/5^{ème} de votre rente. Je ne suis pas non plus d'accord que les hauts fonctionnaires travaillent plus longtemps. Ce qui aurait été extraordinaire, c'est que le Conseil municipal ait proposé de compenser cette somme. Les syndicats ont commis une grande erreur, en n'ayant pas été plus agressifs et mordants afin de demander au Conseil municipal une meilleure compensation à cette perte surtout que les fonds de la Ville de Bienne se montent à 120 ou 150 mio. fr. La Ville dépense de l'argent pour des nouveaux bâtiments, des ponts, etc. mais sauf pour le personnel. C'est une réalité!

J'ai décidé de maintenir cette motion mais je ne suis pas soutenu par mon parti et par le parti des Verts. C'est la mort dans l'âme que je dois accepter la proposition du Conseil municipal. Le Conseil municipal dit: *"...il serait concevable d'octroyer plus fréquemment une prolongation du rapport d'engagement jusqu'à deux ans aux collaboratrices et collaborateurs d'une classe de salaire basse à moyenne qui n'atteindraient pas leur rente complète."* C'est une promesse et comme je l'ai dit au Maire, les promesses n'engagent que celui qui les reçoit, jamais celui qui les fait. Si le Conseil municipal est dans un bon jour et que vous faites une demande, il dira: *"Pourquoi pas..."*. La semaine d'après, il dira: *"Mais non..."*. Nous sommes à la merci de ces décisions étant donné qu'il n'y a pas de règle formelle. J'accepte la proposition du Conseil municipal mais c'est vraiment parce que je ne peux pas faire autrement.

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: Monsieur Ogi, vous nous avez mis dans une situation très paradoxale. Vous avez exposé un problème réel. La Ville de Bienne a une retraite officielle à 63 ans, ce que nous pouvons vivement soutenir. Mais, cette retraite à 63 ans a des conséquences financières pour les retraités à petits salaires, donc de petites rentes. Ils sont encore amputés par le remboursement de la rente-pont. Il existe, pour ces retraités, un risque de pauvreté. Le fait de permettre à chaque collaborateur ou collaboratrice de l'Administration à travailler plus longtemps signifie la remise en question de la retraite à 63 ans, même si ce n'est pas l'intention du motionnaire. Est-il possible de faire un règlement qui interdise aux plus aisés de poursuivre leurs activités après 63 ans et qui permette aux plus pauvres de la continuer? Ainsi, le pauvre aurait aussi le privilège de travailler plus longtemps. N'y a-t-il pas d'autres solutions pour corriger la problématique que Pierre Ogi soulève dans sa motion?

Pour le Groupe des Verts, la solution se trouve plutôt dans la suppression des basses classes salariales ou vers une amélioration des prestations de la Caisse de retraite.

Nous soutenons la proposition du Conseil municipal, de transformer cette motion en postulat, mais nous restons vigilants. Le Conseil municipal s'engage à adapter sa pratique et nous aimerions qu'il le fasse avec une réglementation. Le Conseil municipal doit aussi tenir compte des futurs retraités et non seulement penser aux intérêts de la Ville. Il ne doit pas créer de nouveaux pauvres, en octroyant des autorisations de prolonger l'activité professionnelle de certains employés. Merci.

Isler Peter, SP: Es ist wirklich ein echtes Problem! Die Aussage, dass es ein Vorteil sei, mit 63 Jahren in Pension zu gehen, kann man wirklich nicht ganz ernst nehmen, wenn man dadurch in die Armutsfalle gerät! (Ich sollte wohl wieder Hochdeutsch sprechen, Herr Nicati. Aber dies wäre schade, denn dann verständen Sie mich nicht...) ...*Gelächter*... Worin liegt also der Vorteil eines Pensionsalters 63, wenn man von der Pension nicht leben kann?! Ich verstehe das Anliegen von Herrn Ogi sehr gut und möchte den Gemeinderat wirklich bitten, sich ernsthaft mit dem Problem auseinanderzusetzen, dieses nicht nur mit Worten, sondern den Worten Taten folgen zu lassen. Man sollte doch die Möglichkeit schaffen, sich eine würdige Rente zu erarbeiten!

Stöckli Hans, Stadtpräsident: Ich bin froh, dass Herr Ogi der Umwandlung seiner Motion in ein Postulat zustimmt. Ich glaube dies ist ein kluger Entscheid, denn mit einem Postulat erweisen sie meinen Mitarbeitenden einen grösseren Dienst als mit einer Motion. Als das Pensionsalter von 62 auf 63 erhöht und die Pensionskassenlösung neu diskutiert wurde, wollte der Gemeinderat ganz klar erreichen, dass jene Mitarbeitenden, welche ihre Laufbahn bei der Stadt absolviert und durchschnittlich Karriere gemacht haben, mit 63-jährig 60% des versicherten Lohns als Rente aus der zweiten Säule erhalten. Dies ist in der Regel nach wie vor möglich, aber in der Zwischenzeit haben sich einige Umstände verändert. Einerseits haben sich einige Mitarbeitende der Stadtverwaltung von ihrem Ehepartner getrennt oder sind geschieden, was zur Folge hat, dass die Hälfte des Rentenanspruchs an den oder die EhepartnerIn ging. Ein solcher Mitarbeiter der Stadt kommt am Schluss seiner Berufstätigkeit nicht mehr auf 60% des versicherten Lohnes. Dies sind leider immer mehr Mitarbeitende. Andererseits sind viele Mitarbeitende nicht während ihrer ganzen Laufbahn bei der Stadt beschäftigt, sondern kommen erst am Schluss ihrer Werkstätigkeit zur Stadt. Ihnen fehlen damit Freizügigkeitsleistungen für die städtische Pensionskasse. Häufig denken sie 10 bis 15 Jahre nach ihrem Wechsel zur Stadt nicht mehr daran. Erst wenn sie nicht soviel erhalten, wie wenn sie von Anfang an bei der Stadt gearbeitet hätten, realisieren sie den Unterschied. Auch ihre Pension macht nicht 60% des versicherten Lohn aus. Schliesslich ist es oft der Fall, dass Mitarbeitende Vorbezüge erhalten haben, um Wohneigentum oder Geschäfte im Immobilienbereich finanzieren zu können. Auch sie - das ist klar - müssen damit rechnen, dass ein Teil ihrer Rente nicht mehr in Rentenform ausbezahlt werden kann. Der wesentlichste Anteil aber sind Wiedereinsteigende, vor allem Frauen, die ohne Freizügigkeitsleistung bei der Stadt angestellt werden. Da sie oftmals kein hohes Einkommen erzielten, erhalten sie bei der Pensionierung nur eine geringe Rente. All die erwähnten Elemente haben sich in den letzten Jahren stark verändert. Dem Systemwechsel der Stadt kann deshalb nicht die Schuld für diese Situation zugewiesen werden.

Im Übrigen habe ich heute gehört, dass die städtische Pensionskasse wiederum einen Deckungsgrad von 90% aufweist. Ich bin sehr froh, dass unsere Pensionskasse

auch in dieser schwierigen Zeit zu den besseren gehört (dies war nicht immer der Fall). Der Gemeinderat hatte bisher eine klare Praxis in der Frage, ob eine Weiterbeschäftigung über das 63. Altersjahr hinaus möglich sein soll. Determinierend war dabei das Interesse des Arbeitgebers. In der Beantwortung können Sie lesen, welche Ausnahmen gemacht wurden. Der Regierungsstatthalter gab der Stadt in einem Beschwerdeverfahren Recht, als ein Mitarbeiter Beschwerde gegen einen Entscheid führte, der ihm eine Weiterbeschäftigung über das 63. Altersjahr hinaus versagte. Das Ansinnen des Motionärs ist insofern berechtigt, als dass eine Praxisänderung dergestalt erfolgen sollte, dass sie klar und deutlich ist und stichhaltig vor dem Richter bestehen kann. Wenn der Vorstoss als Postulat erheblich erklärt wird, wird der Gemeinderat dieses Anliegen Sommer/Herbst 2009 in Angriff nehmen. Tendenziell soll dann nicht nur primär das Interesse des Arbeitgebers berücksichtigt werden, sondern es soll auch geprüft werden, ob nebst den bisherigen Ausnahmen (v.a. Angestellte mit Kindern in Ausbildung) auch den Angestellten mit unteren und mittleren Einkommen (nicht den leitenden Angestellten) eine Verlängerung der Berufstätigkeit einfacher möglich werden soll, und ob ihre Pension im Umfang von 60% des versicherten Verdienstes liegt. Falls also der Vorstoss als Postulat erheblich erklärt wird, ist der Gemeinderat bereit, eine Praxisänderung vorzunehmen. Voraussetzung ist allerdings das Vorliegen eines Interesses. Es kann nicht sein, dass Mitarbeitende, mit welchen man nicht wirklich zufrieden war, auch noch über das 63. Altersjahr hinaus beschäftigt werden. Die Konsequenz der Praxisänderung wäre, dass deren Arbeitsverhältnis bereits mit 58 oder 59 Jahren aufgelöst werden kann. Die bisherige Klausel hat dazu geführt, dass eine grosszügige Bewertung der Mitarbeitenden vorgenommen wurde. Der Gemeinderat will nicht, dass sich dies zu Lasten der Mitarbeitenden ändert. Er wünscht aber, dass das Interesse des Arbeitgebers nach wie vor eine wichtige Rolle spielen soll, wenn inskünftig vermehrt auch die Interessen der Arbeitnehmenden der unteren oder mittleren Einkommen stärker gewichtet werden sollen. Klar ist aber, dass die Stadt Biel aktuell in eine rezessive Phase rutscht. Es gilt als Arbeitgeberin dieser Stadt dafür besorgt zu sein, dass auch Junge Arbeitsplätze finden. Dementsprechend kann auch an die Solidarität der älteren Mitarbeitenden appelliert werden, sie möge doch ab einem gewissen Alter Platz für die Jüngeren machen...

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

86. Motion 20080354, Marc Arnold, SP, "Acquis salarial et maintien de l'indemnité pour inconvénients pour les policiers municipaux et policières municipales restant à la nouvelle "Inspection des tâches de police communale""

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 15)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Arnold Marc, SP: Entgegen dem Wunsch von Herrn Nicati werde ich mich auf Hochdeutsch äussern, weil es schneller geht... Mit der Überführung der Stadtpolizei Biel in die Kantonspolizei Bern wurden nicht alle früheren Tätigkeiten der Stadtpolizei vom Kanton übernommen. Diese nicht übernommenen Tätigkeiten wurden nun vom

neuen Inspektorat für Gemeindepolizeiaufgaben mit den bei der Stadt verbliebenen 10 ehemaligen Stadtpolizisten erledigt. Zu deren Aufgaben gehören unter anderem Gewerbe- und Marktpolizei, Schliessungskontrolle, Verkehrslenkungsplakett, Verkehrssicherheitsdienst bei Kundgebungen, Sport und Grossanlässen, Radarkontrollen bei Kreuzungen, Ampeln und exponierten Fussgängerüberführungen wie Schulhäusern, Abfassung von Ordnungsbussen, gerichtspolizeiliche Aufgaben (wie Anzeigen bei Untersuchungsrichterämtern), wofür auch ein entsprechendes Fachwissen erforderlich ist, usw. All diese Tätigkeiten werden intern wie extern in polizeiähnlichen Uniformen wahrgenommen. Auch die Fahrzeuge sind polizeiähnlich beschriftet und mit den dazugehörigen Blaulichtern und Signalhörnern versehen, weshalb das Personal in der Bevölkerung auch weiterhin als "Polizei" wahrgenommen wird und sich nicht minder anpöbeln und beschimpfen lassen muss. Der Gemeinderat begründet nun seine Senkung der Löhne bei den verbleibenden Gemeindepolizisten damit, dass die Verantwortung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung (inklusive Ausübung des Gewaltmonopols) nicht mehr in ihrem Bereich läge und nun von der Kantonspolizei wahrgenommen würde. Hierbei ist interessant, dass diese Lohnreduktion - trotz Wegfall der genannten Begründungen - den ehemaligen Kommandanten der Stadtpolizei Biel nicht betrifft. Auch der Gemeinderat selber hat seine Lohneinreihung trotz aller Auslagerungen und Privatisierungen etc., trotz Wegfall von operativen Verantwortungen nie reduziert. Hier aber, beim kleinen Angestellten, fühlt man sich gemüsst, eine Änderung der Besoldung von der Gefahrenzulage (die übrigens je nach Art und Ort des Dienstes abgestuft war) vorzunehmen. Man darf nicht vergessen, dass - wie eingangs angetönt - in den Aufgabenbereich der verbleibenden Gemeindepolizeiangehörigen auch das Einreichen von Anzeigen gehört. Entsprechende Kenntnisse der Gesetze, Reglemente und des Strafverfahrens sind unerlässlich, führen doch einige Anzeigen vor Gericht zu Führerausweisentzügen oder sogar zur Verhängung von Freiheitsstrafen. Dies zeigt, dass der verbleibende Gemeindepolizist nicht einfach ein "Jogger" ist und man nicht "Hinz und Kunz" dafür einstellen kann. Das Ziel meiner Motion war unter anderem, das Problem eingehend zu thematisieren. Da der Gemeinderat die Aufgabenwahrnehmung des Inspektorats für Gemeindepolizeiaufgaben in den kommenden eineinhalb Jahren im Auge hat und eine Neuüberprüfung der lohnmassigen Einreihung nicht auszuschliessen ist, **ziehe ich meine Motion zurück.**

87. Postulat 20080270, Commission des sports, "Base d'entraînement nationale pour escrimeurs à Bienne"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 16)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Eschmann René, SVP: Ich halte mich kurz: Der neue Präsident der Sportkommission musste leider gehen, weshalb ich mich hier noch einmal zu Wort melde. Aufgrund einer Nachfrage des Fechtverbands verfolgte man die Idee, den nationalen Trainingsstützpunkt des eidgenössischen Fechtverbands nach Biel zu verlegen. Mit der heute auf der Gurzelen zur Verfügung stehenden Anlage war dies aber nicht möglich. Die Sportkommission kämpft aber schon lange darum, dass die

Fechter zu einer Anlage kommen, die ihren Namen auch verdient. Im Moment jedenfalls sind die Verhältnisse für ihre Trainings unwürdig - und dies in einem der stärksten Clubs der Welt (wenn man sieht, wer aus diesem Club bereits hervorging...)! In der Zwischenzeit ist der Sportkommission Verschiedenes zu Ohren gekommen und ich bin froh, dass der Gemeinderat aktiv geworden ist. Die vorliegende Antwort ist allerdings heute bereits überholt. Trotzdem danke ich dafür und hoffe für die Zukunft, dass die Fechter zu neuen Räumen kommen werden. Vielen Dank.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich danke Herrn Eschmann für die gute Aufnahme der Beantwortung. Ich kann hier bestätigen, dass der Gemeinderat seit mehreren Monaten im Kontakt mit den zuständigen Stellen des Bundes ist (Bundesamt für Bundesbauten oder BASPO), um die Zeughauslösung zu realisieren. Eine Zeitlang gestaltete sich dies recht schwierig, aber aktuell scheint ein neuer Elan in die Verhandlungen Einzug gehalten haben. Ich bin heute zuversichtlicher denn je, dass der Gemeinderat innerhalb überblickbarer Zeiträume eine gute Ausgangslage präsentieren kann. Es ist ebenfalls erfreulich zu sehen, wie aktiv sich die Bieler Fechter darum bemühen; aber auch das BASPO hat entsprechendes Interesse signalisiert, sich an den Verhandlungen proaktiv zu beteiligen. Ich hoffe, dass sich der Bund endlich zu einer Entscheidung durchringt. Für die Fussballfans muss ich erwähnen, dass dies auch einen wichtigen Aspekt für die Sanierung der Sportanlagen des Fussballclubs Azzuri darstellt. Sie können sich vielleicht daran erinnern, dass sich Herr Calegari und ich im Rahmen des Geschäfts Gygax-Areal gestritten haben. Der Stadtrat hat damals einen Kredit für die Sanierung des Azzuri-Gebäudes gesprochen. Gleichzeitig hat der Gemeinderat damals erklärt, dass es sein Ziel sei, die Garderobenanlage in das Zeughaus zu integrieren. Ich gebe zu, dass der Gemeinderat den damaligen Kredit noch nicht ausgeschöpft hat, weil er immer noch hofft, dass er innert eines vernünftigen Zeitrahmens die ganzen Fragen bezüglich Zeughauses klären kann. Aus diesem Grund ist es nicht nur für die Fechter, sondern auch für den Fussballclub Azzuri von grosser Bedeutung, dass dieses Geschäft möglichst bald präsentiert werden kann. Ich danke allen, die im Hintergrund daran arbeiten, dass die Angelegenheit in Ordnung kommt, und dass der Bund sich bereit erklärt, der Stadt Biel das Zeughaus zu vernünftigen Konditionen abzutreten. Wie gesagt, haben in letzter Zeit verschiedene glückliche Umstände dazu geführt, dass die Gespräche erneut in Gang gekommen sind. Ich versichere Ihnen, dass der Gemeinderat nicht untätig ist. Es hat aber keinen Sinn, dass er in diesem delikaten Geschäft seine Aktivitäten an die grosse Glocke hängt.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

88. Discours d'adieux à Madame Barbara Tanner

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Pour cette fin de séance, je dois vous annoncer que Madame Barbara Tanner a donné sa démission du Conseil de ville pour fin avril 2009. Elle est arrivée dans notre Conseil de ville le 1^{er} février 2008. Ce fût un bref passage, marqué de beaucoup d'influences. Nous l'avons certainement remarqué plus d'une fois, lors des débats. J'ai appris cette démission ce soir. Malheureusement, en raison de l'accident de la Secrétaire parlementaire, une

information a manqué. J'aimerais vous souhaiter, Madame Tanner, tout de bon pour votre avenir et plein succès dans vos futures activités. Bonne continuation et merci de votre présence et de votre bonne collaboration.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Au nom du Groupe socialiste, nous souhaitons t'adresser, Barbara, nos plus sincères remerciements pour ton précieux travail, pour ton esprit d'initiative, ton dynamisme très apprécié et pour toutes tes nouvelles idées de travailler. Je regrette ce départ ce soir. Nous aurons certainement l'occasion de se revoir et de collaborer d'une autre manière. Nous te souhaitons tout de bon pour la suite dans tes activités et nous nous réjouissons de te retrouver bientôt.

Tanner Barbara, SP: Nur ganz schnell, denn ich möchte die Sitzung nicht unnötig verlängern. Ich muss sagen, mir hätte es hier gut gefallen. Es ist aber so, dass ich beschlossen habe, mich voll meinem Beruf zu verschreiben. Seit einem Jahr habe ich ein Lehrpensum von 104%, daneben habe ich auch Spezialaufgaben an der Schule übernommen und will noch eine Weiterbildung absolvieren. Im nächsten Schuljahr werde ich wiederum so viele Stunden unterrichten, obwohl ich erwartet hatte, dass ich eine Klasse weniger betreuen würde... Aus diesen Gründen habe ich mich für meinen Beruf entschieden. Es hat mir aber gefallen, mit Ihnen allen zusammenzuarbeiten und ich werde Sie sicher vermissen. Sicher werde ich Sie auch hie und da wieder sehen. Der Partei jedenfalls bleibe ich ja treu und so werden wir uns sicher hin und wieder sehen. Vielen Dank!

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Hans Stöckli a encore une information à vous donner.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich habe heute Abend erfahren, dass offensichtlich eine kleine Informationspanne vorliegt. Sie haben alle die Unterlagen für die Stadtratssitzung vom Mai erhalten. Bereits vorher wurde von einem Sprechenden angetönt, dass den Unterlagen auch das Geschäft "Struktur 2013 und Esplanade" beigelegt ist. Der Gemeinderat hat bereits seit längerer Zeit vorgesehen und diese Woche definitiv vereinbart, dass nächsten Dienstag, 28. April 2009, abends um 20.00 Uhr nach der Stadtratsbüro- und Fraktionspräsidiumsitzung im Stadtratssaal eine Informationsveranstaltung stattfinden soll. Anlässlich dieser Veranstaltung werden der Gesamtgemeinderat und die Chefbeamten den Stadtrat informieren, was die erwähnten beiden Projekte für eine Bedeutung haben und wie der Gemeinderat gedenkt, in diesem Geschäft vorzugehen. Ich möchte mich an dieser Stelle dafür entschuldigen, dass die Information offensichtlich nicht an Sie gelangt ist. Ich weiss nicht, warum dies so ist. Ich möchte Ihnen aber dringend empfehlen, die Gelegenheit nächsten Dienstag um 20.00 Uhr im Stadtratssaal zu nutzen, um die notwendigen Informationen zu erhalten. Der Gemeinderat hat die Medien zum Zeitpunkt der Zustellung der massgeblichen Unterlagen an den Stadtrat bereits informiert, aber auch beschlossen, den Stadtrat erst ein paar Tage später zu informieren. Die Idee war, Ihnen die Gelegenheit zu geben, den Bericht zu lesen und Ihnen dadurch zu ermöglichen, Ihre kritischen Fragen dann anlässlich der Informationsveranstaltung zu stellen. Je vous invite vivement à participer à la séance d'information du Conseil municipal, le mardi 28 avril 2009 à 20h00, dans cette salle du Conseil de ville. Merci de votre attention.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: L'information par écrit vous parviendra. La séance est terminée. Nous nous retrouvons le 14 mai 2009, si ce n'est pas déjà le 28 avril 2009!

89. Nouvelles interventions

- | | | |
|-----------------|--|-------------------------------------|
| 20090135 | Dringliche Motion Martin Rüfenacht, FDP
Anpassen der Verordnung zum verdeckten Einsatz von Sozialinspektoren
Adaptation de l'ordonnance quant à l'engagement dissimulé d'inspecteurs sociaux | BSK |
| 20090136 | Dringliche Motion Niklaus Baltzer, Fraktion SP, Daphné Rüfenacht, Fraktion Grüne Biel
A5-Westast mit Halbanschluss Bienne-Centre und Halbanschluss Seevorstadt
Branche ouest avec semi-jonction Bienne-centre et semi-jonction au faubourg du Lac | BAU |
| 20090137 | Dringliche Interpellation Patrick Calegari, Fraktion SVP-FPS
Zur Situation der Bieler Schulen
Situation des écoles biennoises | BSK |
| 20090138 | Motion Daphné Rüfenacht, Fraktion Grüne Biel
Änderung der baurechtlichen Grundordnung für die Förderung von Wärmeverbänden
Modification de la réglementation fondamentale en matière de construction en faveur de la promotion de réseaux de chaleur | BAU
SID, FIN |
| 20090139 | Postulat Muriel Beck Kadima, Grüne Biel
Plätzen für Fahrende in Biel und der Region
Emplacements pour les gens du voyage à Bienne et dans la région | FIN
SID |
| 20090140 | Postulat Muriel Beck Kadima, Grüne Biel
Bevölkerungsbefragungen
Sondages d'opinions auprès de la population | PRA
SID, BAU, BSK,
FIN |
| 20090141 | Postulat Peter Mischler, Fraktion SP
Beidseitige Handläufe bei den Treppen und gegebenenfalls Lifts für Rollstuhlfahrer in öffentlichen Gebäuden
Mains courantes des deux côtés dans les escaliers et, cas échéant, ascenseurs pour handicapés dans les bâtiments publics | BAU |

- | | | |
|-----------------|--|--------------------------|
| 20090142 | Postulat Martin Rüfenacht, FDP
Umsetzung des Auftrags Sozialinspektoren in Biel
Mise en œuvre du mandat d'engagement d'inspecteurs sociaux à Bienne | BSK |
| 20090143 | Postulat Tom Rüfenacht, FDP
Littering im Schulunterricht
Intégrer le sujet "Déchets éparpillés" dans l'enseignement | BSK
BAU |
| 20090144 | Interpellation Martin Rüfenacht, FDP
Umsetzung des Auftrags Sozialinspektoren in Biel
Mise en œuvre du mandat d'engagement d'inspecteurs sociaux à Bienne | BSK |
| 20090145 | Interpellation Urs Grob, Fraktion SVP-FPS
Mangelhafte Baurechtsverträge
Contrats de droit de superficie lacunaires | FIN |
| 20090146 | Interpellation Tom Rüfenacht, FDP
Der gelbe Kübel
Poubelles jaunes | BAU |
| 20090147 | Interpellation Christoph Grupp, Grüne Biel
Abwassertarife
Tarifs concernant les eaux usées | BAU |

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.45 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Olivier Ammann

Der Stadtschreiber a.i. / Le chancelier a.i.:

Pio Pagani

Protokoll:

Therese Käppeli

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Carole Aeschlimann

Claire-Lise Kirchhof